



RCS : RENNES

Code greffe : 3501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de RENNES atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2016 B 01524

Numéro SIREN : 821 985 876

Nom ou dénomination : L'ORANGE BLEUE EUROPEAN FITNESS

Ce dépôt a été enregistré le 01/03/2017 sous le numéro de dépôt 2718

L'ORANGE BLEUE EUROPEAN FITNESS
Société par actions simplifiée au capital de 2.000 euros
Siège social : 4 rue du Lieutenant-Colonel Dubois – 35000 Rennes
821 985 876 RCS Rennes

(la « Société »)



- 1 MARS 2017
Le
Dépôt N°

**PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
EN DATE DU 15 DÉCEMBRE 2016**

L'an deux mille seize,
Et le 15 décembre,
À 14 heures,

Les associés de la Société se sont réunis en Assemblée générale, au siège social, sur convocation du Président.

Il a été établi une feuille de présence qui a été émarginée par chaque membre de l'Assemblée en entrant en séance.

La société GROUPE MARQUER, elle-représentée par Monsieur Thierry Marquer, préside l'Assemblée en sa qualité de Président.

Madame Evelyne Le Guludec assume les fonctions de Secrétaire.

La société CAPEOS Audit, Commissaire aux comptes, régulièrement convoquée, est absente et excusée.

La feuille de présence, certifiée exacte et sincère par le Président, permet de constater que les associés présent ou représentés possèdent 2.000 actions représentant l'intégralité du capital social. En conséquence, l'Assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

Le Président dépose ensuite sur le bureau et met à la disposition de l'Assemblée :

- la feuille de présence à l'Assemblée,
- le rapport du Président de la Société,
- le procès-verbal des décisions unanimes des Associés en date du 30 novembre 2016 décidant notamment de la désignation du cabinet Audit Consultants en qualité de Commissaire aux apports ayant pour mission d'apprécier la valeur des apports en nature conformément à l'article L.225-147 du Code de commerce,
- le rapport du Commissaire aux apports ayant pour mission d'apprécier la valeur des apports en nature, établi en application de l'article L.225-147 du Code de commerce, mis à la disposition des Associés au siège social de la Société et déposé au greffe du Tribunal de commerce de Rennes le 6 décembre 2016, ainsi que le certificat de dépôt y relatif,
- le rapport du Commissaire aux comptes de la Société relatif à l'augmentation de capital d'un montant nominal de 157.248 € par émission de 157.248 actions nouvelles avec suppression du droit préférentiel de souscription des associés au profit de personnes dénommées,

27

- le traité d'apport conclu ce jour entre la Société et GROUPE MARQUER relatif à l'apport à la Société des parts sociales détenues par GROUPE MARQUER dans les sociétés OB SAINT MEEN (anciennement dénommée ARPAD), OB GOUESNOU (anciennement dénommée FITNESS 29), OB MANTES (anciennement dénommée EKOFITNESS), OB TOURS NORD (anciennement dénommée EPSILON FORME), OB TOURS CENTRE (anciennement dénommée CITA FORME), OB SAINT JACQUES (anciennement dénommée COURROUZE FITNESS), OB CHENOVE, OB AURAY SENE, OB BAIN DE BRETAGNE (anciennement dénommée BIENESTAR), OB LA FLECHE et OB BUC (anciennement dénommée ELOFITNESS) (l'« **Apport n°1** » et le « **Traité d'Apport n°1** »),
- le traité d'apport conclu ce jour entre la Société et JOBBER relatif à l'apport à la Société des parts sociales détenues par JOBBER dans les sociétés OB SAINT MEEN (anciennement dénommée ARPAD), OB GOUESNOU (anciennement dénommée FITNESS 29), OB MANTES (anciennement dénommée EKOFITNESS), OB TOURS NORD (anciennement dénommée EPSILON FORME), OB TOURS CENTRE (anciennement dénommée CITA FORME), OB SAINT JACQUES (anciennement dénommée COURROUZE FITNESS), OB CHENOVE, OB AURAY SENE, OB BAIN DE BRETAGNE (anciennement dénommée BIENESTAR), OB LA FLECHE, OB LAMBALLE (anciennement dénommée PERFECTOSPORTS) et OB BUC (anciennement dénommée ELOFITNESS) (l'« **Apport n°2** » et le « **Traité d'Apport n°2** »),
- le traité d'apport conclu ce jour entre la Société et Monsieur Thierry Marquer relatif à l'apport à la Société des parts sociales détenues par Monsieur Thierry Marquer dans la société OB LAMBALLE (anciennement dénommée PERFECTOSPORTS) (l'« **Apport n°3** » et le « **Traité d'Apport n°3** »),
- le traité d'apport conclu ce jour entre la Société et la société GROUPE MARQUER relatif à l'apport à la Société des parts sociales détenues par la société GROUPE MARQUER dans la société COCKTAIL FORME (l'« **Apport n°4** » et le « **Traité d'Apport n°4** »),
- le rapport du Commissaire aux comptes de la Société relatif à la réduction de capital social d'un montant de cinq cent mille huit cent quarante euros (500.840 €) par voie de réduction de la valeur nominale des actions,
- le rapport spécial du Commissaire aux comptes de la Société relatif à la suppression du droit préférentiel de souscription des associés dans le cadre de l'augmentation de capital réservée aux salariés adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise,
- le texte des projets de résolutions soumises au vote de l'Assemblée,
- les statuts actuels de la Société.

Puis le Président déclare que tous les documents prescrits par la loi et les statuts ont été tenus à la disposition des associés au siège social, dans les délais requis.

L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Le Président rappelle ensuite que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Augmentation de capital en numéraire d'un montant nominal de 157.248 € par émission de 157.248 actions nouvelles avec suppression du droit préférentiel de souscription des associés au profit de personnes dénommées,
- Suppression du droit préférentiel de souscription des associés au profit de GROUPE MARQUER au titre de l'augmentation de capital en numéraire d'un montant nominal de 157.248 € par émission de 157.248 actions nouvelles,

- Suppression du droit préférentiel de souscription des associés au profit de JOBBER au titre de l'augmentation de capital en numéraire d'un montant nominal de 157.248 € par émission de 157.248 actions nouvelles,
- Constatation de la réalisation définitive de l'augmentation de capital en numéraire d'un montant nominal de 157.248 € par émission de 157.248 actions nouvelles avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de personnes dénommées,
- Augmentation de capital réservée aux salariés adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise avec suppression du droit préférentiel de souscription des associés à leur profit,
- Approbation de l'Apport n°1 par GROUPE MARQUER, de son évaluation et de sa rémunération,
- Augmentation de capital à titre de rémunération de l'Apport n°1,
- Réalisation définitive de l'Apport n°1,
- Approbation de l'Apport n°2 par JOBBER, de son évaluation et de sa rémunération,
- Augmentation de capital à titre de rémunération de l'Apport n°2,
- Réalisation définitive de l'Apport n°2,
- Approbation de l'Apport n°3 par Monsieur Thierry Marquer, de son évaluation et de sa rémunération,
- Augmentation de capital à titre de rémunération de l'Apport n°3,
- Réalisation définitive de l'Apport n°3,
- Modifications statutaires corrélatives,
- Réduction de capital d'un montant de 500.840 €, non motivée par des pertes, par voie de réduction de la valeur nominale des actions et affectation corrélatrice à un compte de prime d'émission,
- Approbation de l'Apport n°4 par GROUPE MARQUER, de son évaluation et de sa rémunération,
- Augmentation de capital à titre de rémunération de l'Apport n°4,
- Augmentation de capital d'un montant de 60.644,06 € par incorporation de ladite somme prélevée sur le compte « *Prime d'émission* »,
- Augmentation de capital d'un montant de 450.000 € par incorporation de ladite somme prélevée sur le compte « *Prime d'émission* »,
- Pouvoirs pour formalités.

Enfin, le Président donne lecture de son rapport, des rapports du Commissaire aux comptes et du rapport du Commissaire aux apports et déclare la discussion ouverte.

Suite au changement de dénomination sociale des sociétés ARPAD, FITNESS 29, EKOFITNESS, EPSILON FORME, CITA FORME, COURROUZE FITNESS, BIENESTAR, PERFECTOSPORTS et ELOFITNESS, il est décidé d'ajuster corrélativement le texte des résolutions proposées par le Président.

Diverses observations sont échangées, puis personne ne demandant plus la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes.

PREMIÈRE RÉSOLUTION

(Augmentation de capital en numéraire d'un montant nominal de 157.248 € par émission de 157.248 actions nouvelles avec suppression du droit préférentiel de souscription des associés au profit de personnes dénommées)

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Président et du rapport spécial du Commissaire aux comptes, et après avoir constaté la libération intégrale du capital social,

décide de procéder à une augmentation de capital d'un montant nominal total de cent cinquante-sept mille deux cent quarante-huit euros (157.248 €), par création et émission de cent cinquante-sept mille deux cent quarante-huit (157.248) actions nouvelles d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune (l' « **Augmentation de Capital** »), avec suppression du droit préférentiel de souscription des associés au profit de personnes dénommées,

décide que les actions nouvelles seront émises au pair, sans prime d'émission, soit un prix de souscription unitaire d'un euro (1 €) correspondant à un montant total d'augmentation de capital de cent cinquante-sept mille deux cent quarante-huit euros (157.248 €),

décide que le prix de souscription sera à souscrire et à libérer intégralement en numéraire lors de la souscription,

décide que la période de souscription sera ouverte à compter de ce jour jusqu'au 22 décembre 2016 inclus et que les ordres de souscription contenus dans chaque bulletin de souscription seront irrévocables ; l'intégralité des souscriptions sera reçue jusqu'au 22 décembre 2016, sans frais au siège social et la période de souscription sera close par anticipation en cas de réception de l'intégralité des souscriptions avant cette date,

décide que chaque souscription devra être accompagnée du versement du prix de souscription qui devra être versé par chèque ou par virement au crédit du compte ouvert spécialement à cet effet par la Société dans les livres de BNP PARIBAS, dont l'agence Centre d'Affaires Bretagne Entreprises est situé Bâtiment D Parc Affaire Edonia – 35760 Saint Grégoire, dont les références sont : Code banque : 30004 ; Code agence : 02483; Numéro de compte : 00011078813 ; Clé RIB : 86 ; qui sera chargé d'établir le certificat de dépôt des fonds constatant la réalisation de l'émission des actions nouvelles ; les souscriptions pour lesquelles les versements n'auraient pas été effectués seront annulées de plein droit, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure,

décide que les actions nouvelles porteront jouissance à compter de leur création et inscrites en compte le jour de leur émission ; elles seront soumises à toutes les dispositions statutaires, seront assimilées aux actions anciennes et jouiront des mêmes droits à compter de leur création.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

DEUXIÈME RÉSOLUTION

(Suppression du droit préférentiel de souscription des associés au profit de GROUPE MARQUER au titre de l'augmentation de capital en numéraire d'un montant nominal de 157.248 € par émission de 157.248 actions nouvelles)

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Président et du rapport spécial du Commissaire aux comptes,

décide, sous réserve de l'adoption de la première résolution ci-dessus, conformément aux dispositions des articles L.225-135 et L.225-138 du Code de commerce, de supprimer le droit préférentiel de souscription des associés aux actions nouvelles émises en application de la première résolution ci-dessus, à concurrence de soixante-dix-huit mille sept cent quatre-vingts (78.780) actions nouvelles, au profit de :

- **GROUPE MARQUER**, société à responsabilité limitée à associé unique, dont le siège social est situé 4 rue du Lieutenant-Colonel Dubois – 35000 Rennes, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro d'identification unique 794 048 975 RCS Rennes.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité, l'associé intéressé (GROUPE MARQUER) n'ayant pas pris part au vote.

TROISIÈME RÉSOLUTION

(Suppression du droit préférentiel de souscription des associés au profit de JOBBER au titre de l'augmentation de capital en numéraire d'un montant nominal de 157.248 € par émission de 157.248 actions nouvelles)

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Président et du rapport spécial du Commissaire aux comptes,

décide, sous réserve de l'adoption de la première résolution ci-dessus, conformément aux dispositions des articles L.225-135 et L.225-138 du Code de commerce, de supprimer le droit préférentiel de souscription des associés aux actions nouvelles émises en application de la première résolution ci-dessus, à concurrence de soixante-dix-huit mille quatre cent soixante-huit (78.468) actions nouvelles, au profit de :

- **JOBBER**, société à responsabilité limitée, dont le siège social est situé 15 rue Godot de Mauroy – 75009 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro d'identification unique 803 401 017 RCS Paris.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité, l'associé intéressé (JOBBER) n'ayant pas pris part au vote.

* *
*

GROUPE MARQUER et JOBBER ayant préalablement fait part de leur intention de souscrire en intégralité et sans délai à l'Augmentation de Capital, la séance est suspendue afin de permettre la réalisation matérielle de l'Augmentation de Capital décidée au titre de la première résolution et, notamment, la signature des bulletins de souscription, la libération de l'intégralité des souscriptions et l'établissement du certificat du dépositaire des fonds.

Après la réalisation matérielle de l'Augmentation de Capital susvisée, la séance reprend.

Personne ne demandant plus la parole, le Président déclare que l'ordre du jour peut être poursuivi.

* *
*

QUATRIÈME RÉSOLUTION

(Constatation de la réalisation définitive de l'augmentation de capital en numéraire d'un montant nominal de 157.248 € par émission de 157.248 actions nouvelles avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de personnes dénommées)

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance des bulletins de souscription de GROUPE MARQUER et de JOBBER au titre de l'Augmentation de Capital,

au vu du certificat du dépositaire des fonds établi par BNP PARIBAS en application de l'article L.225-146 du Code de commerce précisant qu'il a été déposé sur le compte n° 00011078813 ouvert spécialement à cet effet au nom de la Société dans les livres de BNP PARIBAS la somme de cent cinquante-sept mille deux cent quarante-huit euros (157.248 €) représentant l'intégralité des versements en espèce effectuées par les souscripteurs des cent cinquante-sept mille deux cent quarante-huit (157.248) actions nouvelles d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune émises dans le cadre de l'Augmentation de Capital,

constate la réalisation définitive de l'Augmentation de Capital pour un montant nominal de cent cinquante-sept mille deux cent quarante-huit euros (157.248 €), portant ainsi le capital social de la Société de deux mille euros (2.000 €) à cent cinquante-neuf mille deux cent quarante-huit euros (159.248 €), représenté par cent cinquante-neuf mille deux cent quarante-huit (159.248) actions d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

CINQUIÈME RÉSOLUTION

(Augmentation de capital réservée aux salariés adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise avec suppression du droit préférentiel de souscription des associés à leur profit)

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Président et du rapport spécial du Commissaire aux comptes, statuant conformément aux dispositions de l'article L.225-129-6 du Code de commerce et des articles L.3332-18 à L.3332-24 du Code du travail, sous la condition suspensive de l'adoption de la première résolution ci-dessus,

décide, en application des dispositions de l'article L.225-129-6 alinéa 1 du Code de commerce, de réserver aux salariés adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise de la Société une augmentation de capital en numéraire, par émission d'actions nouvelles, dans les conditions prévues aux articles L.3332-18 à L.3332-24 du Code du travail,

décide, en conséquence :

- que le Président disposera d'un délai maximum de dix-huit mois, à compter de la présente Assemblée, pour mettre en place un plan d'épargne d'entreprise, dans les conditions prévues par les dispositions du Code du travail,
- d'autoriser le Président à procéder, dans un délai maximum de dix-huit mois à compter de la présente Assemblée, à une augmentation de capital d'un montant maximum de deux mille euros (2.000 €), réservée aux salariés adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise et réalisée conformément aux dispositions des articles L.3332-18 à L.3332-24 du Code du travail, étant précisé que cette autorisation entraîne la renonciation de plein droit des associés à leur droit préférentiel de souscription aux actions à émettre en application de la présente résolution,

décide de conférer tous pouvoirs au Président à l'effet de mettre en œuvre la présente autorisation, dans les limites et sous les conditions précisées dans la présente résolution.

Cette résolution, mise aux voix, est rejetée à l'unanimité.

SIXIÈME RÉOLUTION

(Approbation de l'Apport n°1 par GROUPE MARQUER, de son évaluation et de sa rémunération)

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance (i) du rapport du Président, (ii) du rapport du Commissaire aux apports établi en application de l'article L.225-147 du Code de commerce et (iii) du Traité d'Apport n°1 aux termes duquel GROUPE MARQUER apporte à la Société les parts sociales qu'elle détient dans le capital des sociétés OB SAINT MEEN, OB GOUESNOU, OB MANTES, OB TOURS NORD, OB TOURS CENTRE, OB SAINT JACQUES, OB CHENOVE, OB AURAY SENE, OB BAIN DE BRETAGNE, OB LA FLECHE et OB BUC,

constate que l'Apport n°1 est évalué à la somme globale de quatre cent quatre-vingt-quatorze mille huit cent quarante-six euros (494.846 €), répartie comme suit :

- les parts sociales OB SAINT MEEN sont évaluées à la somme de cinquante-sept mille huit cent dix-huit euros (57.818 €),
- les parts sociales OB GOUESNOU sont évaluées à la somme de trente mille huit cent quatre-vingt-trois euros (30.883 €),
- les parts sociales OB MANTES sont évaluées à la somme de vingt-six mille quatre cent soixante-dix-huit euros (26.478 €),
- les parts sociales OB TOURS NORD sont évaluées à la somme de quarante-quatre mille trois cent quatre-vingt-trois euros (44.383 €),
- les parts sociales OB TOURS CENTRE sont évaluées à la somme de cent dix mille six cent quatre-vingt-quinze euros (110.695 €),
- les parts sociales OB SAINT JACQUES sont évaluées à la somme de quatre-vingt-dix-huit mille trois cent quatre-vingt-seize euros (98.396 €),
- les parts sociales OB CHENOVE sont évaluées à la somme de trente mille six cent trente-trois euros (30.633 €),
- les parts sociales OB AURAY SENE sont évaluées à la somme de neuf mille cent vingt-neuf euros (9.129 €),
- les parts sociales OB BAIN DE BRETAGNE sont évaluées à la somme de sept cent vingt-deux euros (722 €),
- les parts sociales OB LA FLECHE sont évaluées à la somme de cinq mille euros (5.000 €), et
- les parts sociales OB BUC sont évaluées à la somme de quatre-vingt mille sept cent neuf euros (80.709 €),

prend acte qu'en rémunération de l'Apport n°1, la Société doit procéder à une augmentation de son capital social d'un montant nominal de quatre cent quatre-vingt-quatorze mille huit cent quarante-six euros (494.846 €), par émission de quatre cent quatre-vingt-quatorze mille huit cent quarante-six (494.846) actions nouvelles d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune, sans prime d'émission, à concurrence de :

- cinquante-sept mille huit cent dix-huit (57.818) actions nouvelles en rémunération de l'apport des parts sociales OB SAINT MEEN,
- trente mille huit cent quatre-vingt-trois (30.883) actions nouvelles en rémunération de l'apport des parts sociales OB GOUESNOU,
- vingt-six mille quatre cent soixante-dix-huit (26.478) actions nouvelles en rémunération de l'apport des parts sociales OB MANTES,
- quarante-quatre mille trois cent quatre-vingt-trois (44.383) actions nouvelles en rémunération de l'apport des parts sociales OB TOURS NORD,
- cent dix mille six cent quatre-vingt-quinze (110.695) actions nouvelles en rémunération de l'apport des parts sociales OB TOURS CENTRE,
- quatre-vingt-dix-huit mille trois cent quatre-vingt-seize (98.396) actions nouvelles en rémunération de l'apport des parts sociales OB SAINT JACQUES,
- trente mille six cent trente-trois (30.633) actions nouvelles en rémunération de l'apport des parts sociales OB CHENOVE,

- neuf mille cent vingt-neuf (9.129) actions nouvelles en rémunération de l'apport des parts sociales OB AURAY SENE,
- sept cent vingt-deux (722) actions nouvelles en rémunération de l'apport des parts sociales OB BAIN DE BRETAGNE,
- cinq mille (5.000) actions nouvelles en rémunération de l'apport des parts sociales OB LA FLECHE, et
- quatre-vingt mille sept cent neuf (80.709) actions nouvelles en rémunération de l'apport des parts sociales OB BUC,

approuve, conformément aux dispositions de l'article L.225-147 du Code de commerce, l'Apport n°1 selon les termes et conditions stipulés dans le Traité d'Apport n°1, l'évaluation qui en a été faite ainsi que sa rémunération.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité, l'associé intéressé (GROUPE MARQUER) n'ayant pas pris part au vote.

SEPTIÈME RÉOLUTION

(Augmentation de capital à titre de rémunération de l'Apport n°1)

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Président et du Traité d'Apport n°1,

décide, à titre de rémunération de l'Apport n°1 approuvé au titre de la sixième résolution ci-dessus, d'augmenter le capital social de la Société d'un montant nominal de quatre cent quatre-vingt-quatorze mille huit cent quarante-six euros (494.846 €), par émission de quatre cent quatre-vingt-quatorze mille huit cent quarante-six (494.846) actions nouvelles d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune, sans prime d'émission, attribuées à GROUPE MARQUER en rémunération de son apport,

décide que les actions nouvelles seront créées avec jouissance à compter du jour de la réalisation définitive de l'augmentation de capital, seront soumises à toutes les dispositions statutaires, et seront assimilées aux actions anciennes et jouiront des mêmes droits à compter de leur création.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

HUITIÈME RÉOLUTION

(Réalisation définitive de l'Apport n°1)

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Président et du Traité d'Apport n°1,

constate, en conséquence de l'adoption des sixième et septième résolutions ci-dessus, la réalisation définitive de l'Apport n°1 aux termes duquel GROUPE MARQUER apporte à la Société les parts sociales qu'elle détient dans le capital des sociétés OB SAINT MEEN, OB GOUESNOU, OB MANTES, OB TOURS NORD, OB TOURS CENTRE, OB SAINT JACQUES, OB CHENOVE, OB AURAY SENE, OB BAIN DE BRETAGNE, OB LA FLECHE et OB BUC, évalué à la somme globale de quatre cent quatre-vingt-quatorze mille huit cent quarante-six euros (494.846 €),

constate, en conséquence, la réalisation définitive de l'augmentation de capital corrélative, d'un montant nominal de quatre cent quatre-vingt-quatorze mille huit cent quarante-six euros (494.846 €), par émission de quatre cent quatre-vingt-quatorze mille huit cent quarante-six (494.846) actions nouvelles d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune, sans prime d'émission, intégralement libérées et attribuées à GROUPE MARQUER en rémunération de son apport,

constate que le capital social de la Société est ainsi porté de cent cinquante-neuf mille deux cent quarante-huit euros (159.248 €) à six cent cinquante-quatre mille quatre-vingt-quatorze mille euros (654.094 €) représenté par six cent cinquante-quatre mille quatre-vingt-quatorze mille (654.094) actions d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

NEUVIÈME RÉSOLUTION

(Approbation de l'Apport n°2 par JOBBER, de son évaluation et de sa rémunération)

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance (i) du rapport du Président, (ii) du rapport du Commissaire aux apports établi en application de l'article L.225-147 du Code de commerce et (iii) du Traité d'Apport n°2 aux termes duquel JOBBER apporte à la Société les parts sociales qu'elle détient dans le capital des sociétés OB SAINT MEEN, OB GOUESNOU, OB MANTES, OB TOURS NORD, OB TOURS CENTRE, OB SAINT JACQUES, OB CHENOVE, OB AURAY SENE, OB BAIN DE BRETAGNE, OB LA FLECHE, OB LAMBALLE et OB BUC,

constate que l'Apport n°2 est évalué à la somme globale de cinq cent soixante-dix-neuf mille trois cent soixante-seize euros (579.376 €), répartie comme suit :

- les parts sociales OB SAINT MEEN sont évaluées à la somme de cinquante-sept mille huit cent dix-huit euros (57.818 €),
- les parts sociales OB GOUESNOU sont évaluées à la somme de trente mille huit cent quatre-vingt-trois euros (30.883 €),
- les parts sociales OB MANTES sont évaluées à la somme de vingt-six mille quatre cent soixante-dix-huit euros (26.478 €),
- les parts sociales OB TOURS NORD sont évaluées à la somme de quarante-quatre mille trois cent quatre-vingt-trois euros (44.383 €),
- les parts sociales OB TOURS CENTRE sont évaluées à la somme de cent dix mille six cent quatre-vingt-quinze euros (110.695 €),
- les parts sociales OB SAINT JACQUES sont évaluées à la somme de quatre-vingt-dix-huit mille trois cent quatre-vingt-seize euros (98.396 €),
- les parts sociales OB CHENOVE sont évaluées à la somme de trente mille six cent trente-trois euros (30.633 €),
- les parts sociales OB AURAY SENE sont évaluées à la somme de neuf mille cent vingt-neuf euros (9.129 €),
- les parts sociales OB BAIN DE BRETAGNE sont évaluées à la somme de sept cent vingt-deux euros (722 €),
- les parts sociales OB LA FLECHE sont évaluées à la somme de cinq mille euros (5.000 €),
- les parts sociales OB LAMBALLE sont évaluées à la somme de quatre-vingt-quatre mille cinq cent trente euros (84.530 €), et
- les parts sociales OB BUC sont évaluées à la somme de quatre-vingt mille sept cent neuf euros (80.709 €),

prend acte qu'en rémunération de l'Apport n°2, la Société doit procéder à une augmentation de son capital social d'un montant nominal de cinq cent soixante-dix-neuf mille trois cent soixante-seize euros (579.376 €), par émission de cinq cent soixante-dix-neuf mille trois cent soixante-seize (579.376) actions nouvelles d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune, sans prime d'émission, à concurrence de :

- cinquante-sept mille huit cent dix-huit (57.818) actions nouvelles en rémunération de l'apport des parts sociales OB SAINT MEEN,
- trente mille huit cent quatre-vingt-trois (30.883) actions nouvelles en rémunération de l'apport des parts sociales OB GOUESNOU,

- vingt-six mille quatre cent soixante-dix-huit (26.478) actions nouvelles en rémunération de l'apport des parts sociales OB MANTES,
- quarante-quatre mille trois cent quatre-vingt-trois (44.383) actions nouvelles en rémunération de l'apport des parts sociales OB TOURS NORD,
- cent dix mille six cent quatre-vingt-quinze (110.695) actions nouvelles en rémunération de l'apport des parts sociales OB TOURS CENTRE,
- quatre-vingt-dix-huit mille trois cent quatre-vingt-seize (98.396) actions nouvelles en rémunération de l'apport des parts sociales OB SAINT JACQUES,
- trente mille six cent trente-trois (30.633) actions nouvelles en rémunération de l'apport des parts sociales OB CHENOVE,
- neuf mille cent vingt-neuf (9.129) actions nouvelles en rémunération de l'apport des parts sociales OB AURAY SENE,
- sept cent vingt-deux (722) actions nouvelles en rémunération de l'apport des parts sociales OB BAIN DE BRETAGNE,
- cinq mille (5.000) actions nouvelles en rémunération de l'apport des parts sociales OB LA FLECHE,
- quatre-vingt-quatre mille cinq cent trente (84.530) actions nouvelles en rémunération de l'apport des parts sociales OB LAMBALLE, et
- quatre-vingt mille sept cent neuf (80.709) actions nouvelles en rémunération de l'apport des parts sociales OB BUC,

approuve, conformément aux dispositions de l'article L.225-147 du Code de commerce, l'Apport n°2 selon les termes et conditions stipulés dans le Traité d'Apport n°2, l'évaluation qui en a été faite ainsi que sa rémunération.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité, l'associé intéressé (JOBBER) n'ayant pas pris part au vote.

DIXIÈME RÉSOLUTION

(Augmentation de capital à titre de rémunération de l'Apport n°2)

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Président et du Traité d'Apport n°2,

décide, à titre de rémunération de l'Apport n°2 approuvé au titre de la neuvième résolution ci-dessus, d'augmenter le capital social de la Société d'un montant nominal de cinq cent soixante-dix-neuf mille trois cent soixante-seize euros (579.376 €), par émission de cinq cent soixante-dix-neuf mille trois cent soixante-seize (579.376) actions nouvelles d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune, sans prime d'émission, attribuées à JOBBER en rémunération de son apport,

décide que les actions nouvelles seront créées avec jouissance à compter du jour de la réalisation définitive de l'augmentation de capital, seront soumises à toutes les dispositions statutaires, et seront assimilées aux actions anciennes et jouiront des mêmes droits à compter de leur création.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

ONZIÈME RÉSOLUTION

(Réalisation définitive de l'Apport n°2)

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Président et du Traité d'Apport n°2,

constate, en conséquence de l'adoption des neuvième et dixième résolution ci-dessus, la réalisation définitive de l'Apport n°2 aux termes duquel JOBBER apporte à la Société les parts sociales qu'elle détient dans le capital des sociétés OB SAINT MEEN, OB GOUESNOU, OB MANTES, OB TOURS NORD, OB TOURS CENTRE, OB SAINT JACQUES, OB CHENOVE, OB AURAY SENE, OB BAIN DE BRETAGNE, OB LA FLECHE, OB LAMBALLE et OB BUC, évalué à la somme globale de cinq cent soixante-dix-neuf mille trois cent soixante-seize euros (579.376 €),

constate, en conséquence, la réalisation définitive de l'augmentation de capital corrélative, d'un montant nominal de cinq cent soixante-dix-neuf mille trois cent soixante-seize euros (579.376 €), par émission de cinq cent soixante-dix-neuf mille trois cent soixante-seize (579.376) actions nouvelles d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune, sans prime d'émission, intégralement libérées et attribuées à JOBBER en rémunération de son apport,

constate que le capital social de la Société est ainsi porté de six cent cinquante-quatre mille quatre-vingt-quatorze mille euros (654.094 €) à un million deux cent trente-trois mille quatre cent soixante-dix euros (1.233.470 €) représenté par un million deux cent trente-trois mille quatre cent soixante-dix (1.233.470) actions d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

DOUZIÈME RÉSOLUTION

(Approbation de l'Apport n°3 par Monsieur Thierry Marquer, de son évaluation et de sa rémunération)

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance (i) du rapport du Président, (ii) du rapport du Commissaire aux apports établi en application de l'article L.225-147 du Code de commerce et (iii) du Traité d'Apport n°3 aux termes duquel Monsieur Thierry Marquer apporte à la Société les parts sociales qu'il détient dans le capital de la société OB LAMBALLE,

constate que l'Apport n°3 est évalué à la somme de quatre-vingt-quatre mille cinq cent trente euros (84.530 €),

prend acte qu'en rémunération de l'Apport n°3, la Société doit procéder à une augmentation de son capital social d'un montant nominal de quatre-vingt-quatre mille cinq cent trente euros (84.530 €), par émission de quatre-vingt-quatre mille cinq cent trente (84.530) actions nouvelles d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune, sans prime d'émission,

approuve, conformément aux dispositions de l'article L.225-147 du Code de commerce, l'Apport n°3 selon les termes et conditions stipulés dans le Traité d'Apport n°3, l'évaluation qui en a été faite ainsi que sa rémunération.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

TREIZIÈME RÉSOLUTION

(Augmentation de capital à titre de rémunération de l'Apport n°3)

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Président et du Traité d'Apport n°3,

décide, à titre de rémunération de l'Apport n°3 approuvé au titre de la douzième résolution ci-dessus, d'augmenter le capital social de la Société d'un montant nominal de quatre-vingt-quatre mille cinq cent trente euros (84.530 €), par émission de quatre-vingt-quatre mille cinq cent trente (84.530) actions nouvelles d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune, sans prime d'émission, attribuées à Monsieur Thierry Marquer en rémunération de son apport,

décide que les actions nouvelles seront créées avec jouissance à compter du jour de la réalisation définitive de l'augmentation de capital, seront soumises à toutes les dispositions statutaires, et seront assimilées aux actions anciennes et jouiront des mêmes droits à compter de leur création.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

QUATORZIÈME RÉOLUTION *(Réalisation définitive de l'Apport n°3)*

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Président et du Traité d'Apport n°3,

constate, en conséquence de l'adoption des douzième et treizième résolutions ci-dessus, la réalisation définitive de l'Apport n°3 aux termes duquel Monsieur Thierry Marquer apporte à la Société les parts sociales qu'il détient dans le capital de la société OB LAMBALLE, évalué à la somme de quatre-vingt-quatre mille cinq cent trente euros (84.530 €),

constate, en conséquence, la réalisation définitive de l'augmentation de capital corrélative, d'un montant nominal quatre-vingt-quatre mille cinq cent trente euros (84.530 €), par émission de quatre-vingt-quatre mille cinq cent trente (84.530) actions nouvelles d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune, sans prime d'émission, intégralement libérées et attribuées à Monsieur Thierry Marquer en rémunération de son apport,

constate que le capital social de la Société est ainsi porté de un million deux cent trente-trois mille quatre cent soixante-dix euros (1.233.470 €) à un million trois cent dix-huit mille euros (1.318.000 €) représenté par un million trois cent dix-huit mille (1.318.000) actions d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

* *

*

Suite à la réalisation définitive de l'augmentation de capital à titre de rémunération de l'apport par Monsieur Thierry Marquer des parts sociales qu'il détient dans le capital de la société OB LAMBALLE, la séance reprend en présence de Monsieur Thierry Marquer.

Monsieur Thierry Marquer signe alors la feuille de présence en sa qualité de nouvel associé et déclare avoir été pleinement informé du contenu de l'ordre du jour de la présente Assemblée.

Personne ne demandant plus la parole, le Président déclare alors que l'ordre du jour peut être poursuivi.

* *

*

QUINZIÈME RÉSOLUTION
(Modifications statutaires corrélatives)

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Président,

décide, en conséquence de l'adoption des résolutions qui précèdent et de la réalisation définitive des opérations qui y sont visées, de modifier les statuts de Société de la manière suivante :

- modification de l'article 6 (*Apports*) des statuts de la Société qui sera désormais rédigé comme suit :

« ARTICLE 6 – APPORTS

6.1. Au titre de la constitution de la Société :

- la société GROUPE MARQUER apporte 1.000 €, correspondant à la souscription de 1.000 actions,
- la société JOBBER apporte 1.000 €, correspondant à la souscription de 1.000 actions,

Soit la somme totale de deux mille euros (2.000 €).

Ladite somme de deux mille euros (2.000 €) a été déposée avant l'immatriculation de la Société pour le compte de la Société en formation et correspond à la souscription et à la libération de l'intégralité des deux mille (2.000) actions ordinaires d'un euro (1 €) chacune, ainsi que l'atteste le certificat du dépositaire établi par la banque BNP Centre d'affaires Entreprises située Parc Edonia Bâtiment D CS 66, 835 rue de la Terre Victoria – 35768 Saint Grégoire Cedex.

6.2. Par décisions en date du 15 décembre 2016, l'Assemblée Générale des Associés :

- A décidé d'augmenter le capital social d'un montant de cent cinquante-sept mille deux cent quarante-huit euros (157.248 €) par émission de 157.248 actions nouvelles d'une valeur nominale d'un euro (1 €) chacune, pour le porter de deux mille euros (2.000 €) à cent cinquante-neuf mille deux cent quarante-huit euros (159.248 €)
- A approuvé l'apport par GROUPE MARQUER des parts sociales qu'elle détenait dans le capital des sociétés OB SAINT MEEN, OB GOUESNOU, OB MANTES, OB TOURS NORD, OB TOURS CENTRE, OB SAINT JACQUES, OB CHENOVE, OB AURAY SENE, OB BAIN DE BRETAGNE, OB LA FLECHE et OB BUC.

En rémunération de cet apport, évalué à la somme globale de quatre cent quatre-vingt-quatorze mille huit cent quarante-six euros (494.846 €), le capital a été augmenté de quatre cent quatre-vingt-quatorze mille huit cent quarante-six euros (494.846 €) par émission de quatre cent quatre-vingt-quatorze mille huit cent quarante-six (494.846) actions nouvelles, intégralement libérées, pour être porté de cent cinquante-neuf mille deux cent quarante-huit euros (159.248 €) à six cent cinquante-quatre mille quatre-vingt-quatorze mille euros (654.094 €) représenté par six cent cinquante-quatre mille quatre-vingt-quatorze mille (654.094) actions d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune.

- A approuvé l'apport par JOBBER des parts sociales qu'elle détenait dans le capital des sociétés OB SAINT MEEN, OB GOUESNOU, OB MANTES, OB TOURS NORD, OB TOURS CENTRE, OB SAINT JACQUES, OB CHENOVE, OB AURAY SENE, OB BAIN DE BRETAGNE, OB LA FLECHE, OB LAMBALLE et OB BUC.

En rémunération de cet apport, évalué à la somme globale de cinq cent soixante-dix-neuf mille trois cent soixante-seize euros (579.376 €), le capital a été augmenté de cinq cent soixante-dix-neuf mille trois cent soixante-seize euros (579.376 €) par émission de cinq cent soixante-dix-neuf mille trois cent soixante-seize (579.376) actions nouvelles, intégralement libérées, pour être porté de six cent cinquante-quatre mille quatre-vingt-quatorze mille euros (654.094 €) à un million deux cent trente-trois mille quatre cent soixante-dix euros (1.233.470 €) représenté par un million deux cent trente-trois mille quatre cent soixante-dix (1.233.470) actions d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune.

- *A approuvé l'apport par Monsieur Thierry Marquer des parts sociales qu'il détenait dans le capital de la société OB LAMBALLE.*

En rémunération de cet apport, évalué à la somme de quatre-vingt-quatre mille cinq cent trente euros (84.530 €), le capital a été augmenté de quatre-vingt-quatre mille cinq cent trente euros (84.530 €) par émission de quatre-vingt-quatre mille cinq cent trente (84.530) actions nouvelles, intégralement libérées, pour être porté de un million deux cent trente-trois mille quatre cent soixante-dix euros (1.233.470 €) à un million trois cent dix-huit mille euros (1.318.000 €) représenté par un million trois cent dix-huit mille (1.318.000) actions d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune. »

- modification de l'article 7 (*Capital social*) des statuts de la Société qui sera désormais rédigé comme suit :

« ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de un million trois cent dix-huit mille euros (1.318.000 €).

Il est divisé en un million trois cent dix-huit mille (1.318.000) actions d'une valeur nominale d'un euro (1 €) chacune, toutes de même catégorie et intégralement libérées. »

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

SEIZIÈME RÉSOLUTION

(Réduction de capital d'un montant de 500.840 €, non motivée par des pertes, par voie de réduction de la valeur nominale des actions et affectation corrélative à un compte de prime d'émission)

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Président et du rapport spécial du Commissaire aux comptes sur la réduction de capital,

décide de réduire le capital social d'un montant de cinq cent mille huit cent quarante euros (500.840 €), pour le porter de un million trois cent dix-huit mille euros (1.318.000 €) à huit cent dix-sept mille cent soixante euros (817.160 €), par voie de réduction de la valeur nominale des actions, sous la condition suspensive (i) de l'absence de toute opposition faite dans les délais légaux par les créanciers sociaux dont la créance est antérieure à la date de dépôt du présent procès-verbal au Tribunal de Commerce de Rennes, ou (ii) si de telles oppositions étaient formées, de la décision du Tribunal statuant en première instance et rejetant ces oppositions comme n'étant pas fondées ou de l'exécution de la décision du Tribunal ordonnant la constitution de garanties ou le remboursement de créances,

décide que cette réduction de capital s'effectuera par voie de réduction de la valeur nominale des actions, pour le porter de un euro (1 €) à soixante-deux centimes d'euros (0,62 €) par action,

décide que le montant de cette réduction de capital, soit la somme de cinq cent mille huit cent quarante euros (500.840 €), sera affecté au crédit du compte « *Prime d'émission* », lequel sera indisponible et ne pourra être utilisé que pour toute augmentation de capital décidée ultérieurement par la collectivité des associés,

donne, en conséquence, tous pouvoirs au Président de la Société aux fins de :

- constater la réalisation de la réduction de capital si les conditions définies dans la présente résolution sont remplies,
- procéder à la modification corrélative des statuts de la Société et à toutes formalités consécutives de publicité et autres, et
- plus généralement, accomplir tous actes et toutes opérations et remplir toutes formalités nécessaires ou utiles à la réalisation définitive de la réduction de capital décidée aux termes de la présente résolution.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

DIX-SEPTIÈME RÉSOLUTION

(Approbation de l'Apport n°4 par GROUPE MARQUER, de son évaluation et de sa rémunération)

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance (i) du rapport du Président, (ii) du rapport du Commissaire aux apports établi en application de l'article L.225-147 du Code de commerce et (iii) du Traité d'Apport n°4 aux termes duquel GROUPE MARQUER apporte à la Société les parts sociales qu'elle détient dans le capital de la société COCKTAIL FORME, sous la condition suspensive de la réalisation de la réduction de capital décidée aux termes de la seizième résolution ci-dessus,

constate que l'Apport n°4, dont la valeur nette comptable est égale à six cent quatre-vingt-deux mille euros (682.000 €), a été évalué, pour les besoins de la rémunération de l'Apport n°4, à la somme de un million quatre-vingt-quatre mille cent quatre-vingt-sept euros (1.084.187 €),

prend acte qu'en rémunération de l'Apport n°4, la Société doit procéder à une augmentation de son capital social d'un montant nominal de six cent soixante-douze mille cent quatre-vingt-quinze euros et quatre-vingt-quatorze centimes (672.195,94 €), par émission de un million quatre-vingt-quatorze mille cent quatre-vingt-sept (1.084.187) actions nouvelles de soixante-deux centimes (0,62 €) de valeur nominale chacune, assortie d'une prime d'émission de neuf mille huit cent quatre euros et six centimes (9.804,06 €),

approuve, conformément aux dispositions de l'article L.225-147 du Code de commerce, l'Apport n°4 selon les termes et conditions stipulés dans le Traité d'Apport n°4, l'évaluation qui en a été faite ainsi que sa rémunération.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité, l'associé intéressé (GROUPE MARQUER) n'ayant pas pris part au vote.

DIX-HUITIÈME RÉSOLUTION

(Augmentation de capital à titre de rémunération de l'Apport n°4)

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Président et du Traité d'Apport n°4, sous la condition suspensive de la réalisation de la réduction de capital décidée aux termes de la seizième résolution ci-dessus,

décide, à titre de rémunération de l'Apport n°4 approuvé au titre de la dix-septième résolution ci-dessus, et sous la condition suspensive de la réalisation de la réduction de capital décidée aux termes de la seizième résolution ci-dessus, d'augmenter le capital social de la Société d'un montant nominal de six cent soixante-douze mille cent quatre-vingt-quinze euros et quatre-vingt-quatorze centimes (672.195,94 €), par émission de un million quatre-vingt-quatorze mille cent quatre-vingt-sept (1.084.187) actions nouvelles de soixante-deux centimes (0,62 €) de valeur nominale chacune, assortie d'une prime d'émission de neuf mille huit cent quatre euros et six centimes (9.804,06 €), attribuées à GROUPE MARQUER en rémunération de son apport,

décide que les actions nouvelles seront créées avec jouissance à compter du jour de la réalisation définitive de l'augmentation de capital, seront soumises à toutes les dispositions statutaires, et seront assimilées aux actions anciennes et jouiront des mêmes droits à compter de leur création,

donne, en conséquence, tous pouvoirs au Président à l'effet de :

- constater la réalisation de la condition suspensive liée à la réduction de capital décidée aux termes de la seizième résolution ci-dessus,
- constater, en conséquence, la réalisation définitive de l'Apport n°4 et de l'augmentation de capital corrélative,
- procéder à la modification corrélative des statuts et à toutes formalités consécutives de publicité et autres, et
- plus généralement, accomplir tous actes et toutes opérations et remplir toutes formalités nécessaires ou utiles à la réalisation définitive de l'Apport n°4 et de l'augmentation de capital subséquente.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

DIX-NEUVIÈME RÉSOLUTION

(Augmentation de capital d'un montant de 60.644,06 € par incorporation de ladite somme prélevée sur le compte « Prime d'émission »)

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Président,

constate que le compte « Prime d'émission » de la Société est actuellement égal à zéro euro (0 €),

constate qu'en cas (i) de réalisation de la réduction de capital décidée aux termes de la seizième résolution ci-dessus et (ii) de la réalisation définitive de l'Apport n°4 approuvé au titre de la dix-septième résolution ci-dessus, le compte « Prime d'émission » sera créditeur d'un montant de cinq cent dix mille six cent quarante-quatre mille euros et six centimes (510.644,06 €),

décide, sous la condition suspensive (i) de la réalisation de la réduction de capital décidée aux termes de la seizième résolution ci-dessus et (ii) de la réalisation définitive de l'Apport n°4 approuvé au titre de la dix-septième résolution ci-dessus, d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de soixante mille six cent quarante-quatre euros et six centimes (60.644,06 €), par incorporation de ladite somme prélevée sur le compte « Prime d'émission »,

décide, en conséquence, sous la condition suspensive susvisée d'émettre quatre-vingt-dix-sept mille huit cent treize (97.813) actions nouvelles de soixante-deux centimes (0,62 €) de valeur nominale chacune et de les attribuer gratuitement aux associés à due concurrence de leur participation dans le capital social, soit :

- soixante-sept mille cinq cent quarante (67.540) actions nouvelles attribuées à GROUPE MARQUER,
- trois mille quatre cent quarante-trois (3.443) actions nouvelles attribuées à Monsieur Thierry Marquer, et

- vingt-six mille huit cent trente (26.830) actions nouvelles attribuées à JOBBER,

décide que les actions nouvelles seront créées avec jouissance à compter du jour de la réalisation définitive de l'augmentation de capital, seront soumises à toutes les dispositions statutaires, et seront assimilées aux actions anciennes et jouiront des mêmes droits à compter de leur création,

donne, en conséquence, tous pouvoirs au Président à l'effet de :

- constater la réalisation des conditions suspensives liées (i) à la réduction de capital décidée aux termes de la seizième résolution ci-dessus et (ii) à la réalisation définitive de l'Apport n°4 approuvé au titre de la dix-septième résolution ci-dessus,
- constater, en conséquence, la réalisation définitive de l'augmentation de capital décidée au titre de la présente résolution,
- procéder à la modification corrélative des statuts et à toutes formalités consécutives de publicité et autres, et
- plus généralement, accomplir tous actes et toutes opérations et remplir toutes formalités nécessaires ou utiles à la réalisation définitive de l'augmentation de capital décidée au titre de la présente résolution.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

VINGTIÈME RÉOLUTION

(Augmentation de capital d'un montant de 450.000 € par incorporation de ladite somme prélevée sur le compte « Prime d'émission »)

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Président,

constate que le compte « Prime d'émission » de la Société est actuellement égal à zéro euro (0 €),

constate qu'en cas (i) de la réalisation de la réduction de capital décidée aux termes de la seizième résolution ci-dessus, (ii) de la réalisation définitive de l'Apport n°4 approuvé au titre de la dix-septième résolution ci-dessus, et (iii) de la réalisation définitive de l'augmentation de capital d'un montant de soixante mille six cent quarante-quatre euros et six centimes (60.644,06 €) par incorporation de ladite somme prélevée sur le compte « Prime d'émission » décidée aux termes de la dix-neuvième résolution ci-dessus, le compte « Prime d'émission » de la Société sera créditeur d'un montant de quatre cent cinquante mille euros (450.000 €),

décide, sous la condition suspensive (i) de la réalisation de la réduction de capital décidée aux termes de la seizième résolution ci-dessus, (ii) de la réalisation définitive de l'Apport n°4 approuvé au titre de la dix-septième résolution ci-dessus, et (iii) de la réalisation définitive de l'augmentation de capital d'un montant de soixante mille six cent quarante-quatre euros et six centimes (60.644,06 €) par incorporation de ladite somme prélevée sur le compte « Prime d'émission » décidée aux termes de la dix-neuvième résolution ci-dessus, d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de quatre cent cinquante mille euros (450.000 €), par incorporation de ladite somme prélevée sur le compte « Prime d'émission »,

décide, en conséquence, sous la condition suspensive (i) de la réalisation de la réduction de capital décidée aux termes de la seizième résolution ci-dessus, (ii) de la réalisation définitive de l'Apport n°4 approuvé au titre de la dix-septième résolution ci-dessus, et (iii) de la réalisation définitive de l'augmentation de capital d'un montant de soixante mille six cent quarante-quatre euros et six centimes (60.644,06 €) par incorporation de ladite somme prélevée sur le compte « Prime d'émission » décidée aux termes de la dix-neuvième résolution ci-dessus, d'augmenter la valeur nominale unitaire des deux millions cinq cent mille (2.500.000) actions qui composent le capital social, pour la porter de soixante-deux centimes d'euros (0,62 €) à quatre-vingts centimes d'euros (0,80 €),

donne, en conséquence, tous pouvoirs au Président à l'effet de :

- constater la réalisation des conditions suspensives liées (i) à la réduction de capital décidée aux termes de la seizième résolution ci-dessus, (ii) à la réalisation définitive de l'Apport n°4 approuvé au titre de la dix-septième résolution ci-dessus, et (iii) la réalisation définitive de l'augmentation de capital d'un montant de soixante mille six cent quarante-quatre euros et six centimes (60.644,06 €) par incorporation de ladite somme prélevée sur le compte « *Prime d'émission* » décidée aux termes de la dix-neuvième résolution ci-dessus,
- constater, en conséquence, la réalisation définitive de l'augmentation de capital décidée au titre de la présente résolution,
- procéder à la modification corrélative des statuts et à toutes formalités consécutives de publicité et autres, et
- plus généralement, accomplir tous actes et toutes opérations et remplir toutes formalités nécessaires ou utiles à la réalisation définitive de l'augmentation de capital décidée au titre de la présente résolution

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

VINGT-ET-UNIÈME RÉSOLUTION
(Pouvoirs pour formalités)

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal pour procéder à toutes formalités légales.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

* *

*

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal, qui après lecture, a été signé par le Président et le secrétaire.

GROUPE MARQUER

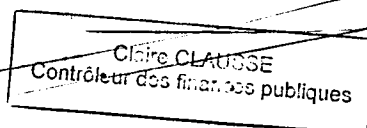
Représentée par Monsieur Thierry Marquer
Président



Madame Evelyne Le Guludec
Secrétaire



 Enregistré à : SERVICE DES IMPOTS DES ENTREPRISES RENNES EST
Le 28/12/2016 Bordereau n°2016/3 115 Case n°43 Ext 15952
Enregistrement : 500 € Pénalités :
Total liquidé : cinq cents euros
Montant reçu : cinq cents euros
Le Contrôleur des finances publiques

 Claire CLAUSSÉ
Contrôleur des finances publiques



BNP PARIBAS

BNP PARIBAS, Société Anonyme au capital de 2 492 925 268 euros, dont le siège social est à PARIS (75009), 16 Boulevard des Italiens, immatriculée sous le n° 662 042 449 - RCS PARIS - identifiant CE FR76662042449 - ORIAS n° 07 022 735, représentée par Jean-Yves MARTY et Rachid MEKOUÏ, soussignés,

Atteste par la présente que la somme de 157 248 (cent cinquante-sept mille deux cent quarante-huit) euros a été déposée au crédit d'un compte bloqué "Augmentation de capital" n° 02483 00011078813 ouvert sur les livres de l'Agence Bretagne Entreprises à Saint-Grégoire, au nom de la société L'ORANGE BLEUE EUROPEAN FITNESS, Société par actions simplifiée au capital de 2 000 euros dont le siège social est 4 rue du Lieutenant-Colonel Dubois, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Rennes sous le n°821 985 876.

Cette somme représente les souscriptions à une augmentation de capital de 157 248 (cent cinquante-sept mille deux cent quarante-huit) euros, décidée par :

-- Projet de délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires du 15 décembre 2016,

à hauteur de la totalité des 157 248 actions nouvelles émises, à souscrire et à libérer en numéraire.

Ledit mandataire lui a présenté les bulletins de souscription à l'augmentation de capital susvisée (*sauf si les souscriptions ont été recueillis par l'intermédiaire d'autres établissements de crédit ou prestataires de services d'investissements*).

Ce certificat est établi en vertu des dispositions de l'article L 225-146 du code de commerce.

A Saint-Grégoire le 15 décembre 2016

Jean-Yves MARTY

Rachid MEKOUÏ

Responsable Pilotage et Maîtrise des Risques Responsable Développement Commercial

Publié le 16/06/2008

Enregistré à : SIE PARIS 9EME OUEST

Le 06/01/2017 Bordercau n°2017/24 Case n°2

Ext 132

Enregistrement : 125 €

Pénalités :

Total liquidé : cent vingt-cinq euros

Montant reçu : cent vingt-cinq euros

L'Agent administratif des finances publiques

Jérôme LALANDE
Agent administratif principal des finances publiques

TRAITÉ D'APPORT DE TITRES

ENTRE

GROUPE MARQUER

(l'« Apporteur »)

ET

L'ORANGE BLEUE EUROPEAN FITNESS

(la « Société Bénéficiaire »)

Le 15 décembre 2016

ENTRE :

1. **GROUPE MARQUER**, société à responsabilité limitée à associé unique, dont le siège social est situé 4 rue du Lieutenant-Colonel Dubois – 35000 Rennes, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro unique d'identification 794 048 975 RCS Rennes,

Ci-après l'« **Apporteur** »

ET :

2. **L'ORANGE BLEUE EUROPEAN FITNESS**, société par actions simplifiée, dont le siège social est situé 4 rue du Lieutenant-Colonel Dubois – 35000 Rennes, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro unique d'identification 821 985 876 RCS Rennes,

Ci-après la « **Société Bénéficiaire** »

L'Apporteur et la Société Bénéficiaire sont ci-après dénommés ensemble les « **Parties** » et individuellement une « **Partie** ».

IL A ÉTÉ PRÉALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIT :

A. À la date de présentes, l'Apporteur détient la pleine propriété :

- de cinq cents (500) parts sociales, numérotées de 1 à 500 (les « **Parts Sociales OB SAINT MEEN** »), sur les mille (1.000) parts sociales qui composent le capital de la société **OB SAINT MEEN** (anciennement dénommée ARPAD), société à responsabilité limitée, dont le siège social est situé 4 rue du Lieutenant-Colonel Dubois – 35000 Rennes, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro unique d'identification 800 937 690 RCS Rennes,
- de cinq cents (500) parts sociales, numérotées de 1 à 500 (les « **Parts Sociales OB GOUESNOU** »), sur les mille (1.000) parts sociales qui composent le capital de la société **OB GOUESNOU** (anciennement dénommée FITNESS 29), société à responsabilité limitée, dont le siège social est situé 4 rue du Lieutenant-Colonel Dubois – 35000 Rennes, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro unique d'identification 799 170 584 RCS Rennes,
- de cinquante (50) parts sociales, numérotées de 1 à 50 (les « **Parts Sociales OB MANTES** »), sur les cent (100) parts sociales qui composent le capital de la société **OB MANTES** (anciennement dénommée EKOFITNESS), société à responsabilité limitée, dont le siège social est situé 4 rue du Lieutenant-Colonel Dubois – 35000 Rennes, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro unique d'identification 540 019 841 RCS Rennes,
- de cinquante (50) parts sociales, numérotées de 1 à 50 (les « **Parts Sociales OB TOURS NORD** »), sur les cent (100) parts sociales qui composent le capital de la société **OB TOURS NORD** (anciennement dénommée EPSILON FORME), société à responsabilité limitée, dont le siège social est situé 48-50 avenue Gustave Eiffel – 37100 Tours,

immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro unique d'identification 798 845 400 RCS Tours,

- de cinq cents (500) parts sociales, numérotées de 1 à 500 (les « **Parts Sociales OB TOURS CENTRE** »), sur les mille (1.000) parts sociales qui composent le capital de la société **OB TOURS CENTRE** (anciennement dénommée CITA FORME), société à responsabilité limitée, dont le siège social est situé 180 avenue de Grammont – 37000 Tours, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro unique d'identification 808 490 114 RCS Tours,
- de trois cent cinquante (350) parts sociales, numérotées de 351 à 700 (les « **Parts Sociales OB SAINT JACQUES** »), sur les sept cents (700) parts sociales qui composent le capital de la société **OB SAINT JACQUES** (anciennement dénommée COURROUZE FITNESS), société à responsabilité limitée, dont le siège social est situé Lieudit La Gaité – 127 rue du Temple de Blossne – 35136 Saint Jacques de La Lande, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro unique d'identification 794 868 968 RCS Rennes,
- de douze mille cinq cents (12.500) parts sociales, numérotées de 1 à 12.500 (les « **Parts Sociales OB CHENOVE** »), sur les vingt-cinq mille (25.000) parts sociales qui composent le capital de la société **OB CHENOVE**, société à responsabilité limitée, dont le siège social est situé 4D rue du Lieutenant-Colonel Dubois – 35000 Rennes, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro unique d'identification 790 261 176 RCS Rennes,
- de trois cent soixante-quinze (375) parts sociales, numérotées de 1 à 375 (les « **Parts Sociales OB AURAY SENE** »), sur les sept cent cinquante (750) parts sociales qui composent le capital de la société **OB AURAY SENE**, société à responsabilité limitée, dont le siège social est situé 4 rue du Lieutenant-Colonel Dubois – 35000 Rennes, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro unique d'identification 538 252 891 RCS Rennes,
- de cinq cents (500) parts sociales, numérotées de 1 à 500 (les « **Parts Sociales OB BAIN DE BRETAGNE** »), sur les mille (1.000) parts sociales qui composent le capital de la société **OB BAIN DE BRETAGNE** (anciennement dénommée BIENESTAR), société à responsabilité limitée, dont le siège social est situé 4 rue du Lieutenant-Colonel Dubois – 35000 Rennes, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro unique d'identification 803 703 651 RCS Rennes,
- de cinq cents (500) parts sociales, numérotées de 1 à 500 (les « **Parts Sociales OB LA FLECHE** »), sur les mille (1.000) parts sociales qui composent le capital de la société **OB LA FLECHE**, société à responsabilité limitée, dont le siège social est situé 4 rue du Lieutenant-Colonel Dubois – 35000 Rennes, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro unique d'identification 820 951 937 RCS Rennes, et
- de cinquante (50) parts sociales, numérotées de 1 à 50 (les « **Parts Sociales OB BUC** »), sur les cent (100) parts sociales qui composent le capital de la société **OB BUC** (anciennement dénommée ELOFITNESS), société à responsabilité limitée, dont le siège social est situé 4 rue du Lieutenant-Colonel Dubois – 35000 Rennes, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro unique d'identification 798 015 004 RCS Rennes.

Les Parts Sociales OB SAINT MEEN, les Parts Sociales OB GOUESNOU, les Parts Sociales OB MANTES, les Parts Sociales OB TOURS NORD, les Parts Sociales OB TOURS CENTRE, les Parts Sociales OB SAINT JACQUES, les Parts Sociales OB CHENOVE, les Parts Sociales

OB AURAY SENE, les Parts Sociales OB BAIN DE BRETAGNE, les Parts Sociales OB LA FLECHE et les Parts Sociales OB BUC sont ci-après dénommées ensemble les « **Parts Sociales Apportées** ».

- B.** L'Apporteur a souhaité apporter les Parts Sociales Apportées à la Société Bénéficiaire (l'« **Apport** »), dont l'objet est, tant en France qu'à l'étranger :
- L'exploitation de centres de remise en forme (fitness, stretching, step, cardio, musculation, sauna, hammam, diététique, esthétique, massage et activités connexes et annexes) ;
 - La promotion des activités de loisirs, de détente et de sport, directement ou indirectement, par tous moyens ;
 - Le commerce de vêtements textiles et articles accessoires ;
 - Le négoce de tous produits manufacturés ainsi que tous matériels industriels, et tous produits manufacturés, alimentaires ou non alimentaires ;
 - La création, l'acquisition, la prise en location-gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées ci-dessus ;
 - La participation directe ou indirecte à toutes opérations commerciales ou industrielles pouvant se rapporter à l'objet précité, par voie de création de sociétés nouvelles, françaises ou étrangères, d'apports, de souscriptions, achat de titres ou droits sociaux, fusion ou autrement ;
 - Et, plus généralement, la réalisation de toutes opérations, de quelque nature qu'elles soient, juridiques, industrielles, commerciales ou financières se rattachant directement ou indirectement à cet objet ou à tous objets similaires ou connexes, ou pouvant être utiles à cet objet ou de nature à en faciliter la réalisation.
- C.** En conséquence, les Parties sont convenues de conclure le présent traité d'apport (le « **Contrat d'Apport** »), dont l'objet est de préciser les conditions et les modalités de l'Apport.
- D.** À toutes fins utiles, il est précisé que le Contrat d'Apport présente un intérêt indéniable pour la Société Bénéficiaire qui souhaite rationaliser la structure de son groupe et poursuivre une stratégie de développement et d'expansion de la marque « L'Orange Bleue ». L'Apporteur souhaite également, quant à lui, rationaliser la structure de son groupe.

CECI AYANT ÉTÉ EXPOSÉ, IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIVIT :

ARTICLE 1 – MÉTHODE D'ÉVALUATION UTILISÉE

- 1.1.** Le règlement n° 2004-01 du 4 mai 2004 du Comité de la réglementation comptable relatif au traitement comptable des fusions et opérations assimilées, tel que modifié par le règlement n° 2005-09 du 3 novembre 2005 et le règlement n° 2014-3 du 5 juin 2014 relatif au Plan Comptable Général (ensemble, les « **Règlements** ») sont applicables « *à la comptabilisation dans les comptes individuels, de toutes les opérations de fusion et opérations assimilées* ».



rémunérées par des titres et retracées dans un traité d'apport prévu à l'article L.236-6 du Code de commerce ».

Constituent notamment des opérations assimilées entrant dans le champ d'application des Règlements les apports de titres de participation représentatifs du contrôle, c'est-à-dire notamment de contrôle conjoint ou contrôle exclusif.

En application des règles prévues par les Règlements, l'apport des Parts Sociales Apportées impliquant une modification de contrôle, par le passage d'une situation de contrôle conjoint à une situation de contrôle exclusif, les Parts Sociales Apportées sont transmises pour la valeur réelle.

- 1.2. Concernant la détermination de la rémunération de l'Apport, elle est effectuée sur la base de la valeur réelle des Parts Sociales Apportées et de la valeur réelle de la Société Bénéficiaire.

ARTICLE 2 – DESCRIPTION ET ÉVALUATION DE L'APPORT

Selon les termes et conditions stipulés aux présentes, l'Apporteur apportera, sous les garanties ordinaires de fait et de droit et sous les conditions suspensives visées à l'article 4 du présent Contrat d'Apport, à la Société Bénéficiaire, qui l'accepte :

- 2.1. La pleine propriété de cinq cents (500) parts sociales émises par la société OB SAINT MEEN, représentant 50 % du capital et des droits de vote de la société OB SAINT MEEN.

OB SAINT MEEN est évaluée à cent quinze mille six cent trente-sept euros (115.637 €) et son capital est composé de mille (1.000) parts sociales.

Les Parts Sociales OB SAINT MEEN sont donc évaluées à la somme de cinquante-sept mille huit cent dix-huit euros et cinquante centimes (57.818,50 €), arrondie à la somme de cinquante-sept mille huit cent dix-huit euros (57.818 €) pour les besoins du présent Contrat d'Apport, soit environ cent quinze euros et soixante-quatre centimes (115,64 €) par Part Sociale OB SAINT MEEN.

- 2.2. La pleine propriété de cinq cents (500) parts sociales émises par la société OB GOUESNOU, représentant 50 % du capital et des droits de vote de la société OB GOUESNOU.

OB GOUESNOU est évaluée à soixante-et-un mille sept cent soixante-sept euros (61.767 €) et son capital est composé de mille (1.000) parts sociales.

Les Parts Sociales OB GOUESNOU sont donc évaluées à la somme de trente mille huit cent quatre-vingt-trois euros et cinquante centimes (30.883,50 €), arrondie à la somme de trente mille huit cent quatre-vingt-trois euros (30.883 €) pour les besoins du présent Contrat d'Apport, soit environ soixante-et-un euros et soixante-dix-sept centimes (61,77 €) par Part Sociale OB GOUESNOU.

- 2.3. La pleine propriété de cinquante (50) parts sociales émises par la société OB MANTES, représentant 50 % du capital et des droits de vote de la société OB MANTES.

OB MANTES est évaluée à cinquante-deux mille neuf cent cinquante-six euros (52.956 €) et son capital est composé de cent (100) parts sociales.

Les Parts Sociales OB MANTES sont donc évaluées à la somme de vingt-six mille quatre cent soixante-dix-huit euros (26.478 €), soit cinq cent vingt-neuf euros et cinquante-six centimes (529,56 €) par Part Sociale OB MANTES.

- 2.4. La pleine propriété de cinquante (50) parts sociales émises par la société OB TOURS NORD, représentant 50 % du capital et des droits de vote de la société OB TOURS NORD.

OB TOURS NORD est évaluée à quatre-vingt-huit mille sept cent soixante-sept euros (88.767 €) et son capital est composé de cent (100) parts sociales.

Les Parts Sociales OB TOURS NORD sont donc évaluées à la somme de quarante-quatre mille trois cent quatre-vingt-trois euros et cinquante centimes (44.383,50 €), arrondie à la somme de quarante-quatre mille trois cent quatre-vingt-trois euros (44.383 €) pour les besoins du présent Contrat d'Apport, soit huit cent quatre-vingt-sept euros et soixante-six centimes (887,66 €) par Part Sociale OB TOURS NORD.

- 2.5. La pleine propriété de cinq cents (500) parts sociales émises par la société OB TOURS CENTRE, représentant 50 % du capital et des droits de vote de la société OB TOURS CENTRE.

OB TOURS CENTRE est évaluée à deux cent vingt-et-un mille trois cent quatre-vingt-onze euros (221.391 €) et son capital est composé de mille (1.000) parts sociales.

Les Parts Sociales OB TOURS CENTRE sont donc évaluées à la somme de cent dix mille six cent quatre-vingt-quinze euros et cinquante centimes (110.695,50 €), arrondie à la somme de cent dix mille six cent quatre-vingt-quinze euros (110.695 €) pour les besoins du présent Contrat d'Apport, soit deux cent vingt-et-un euros et trente-neuf centimes (221,39 €) par Part Sociale OB TOURS CENTRE.

- 2.6. La pleine propriété de trois cent cinquante (350) parts sociales émises par la société OB SAINT JACQUES, représentant 50 % du capital et des droits de vote de la société OB SAINT JACQUES.

OB SAINT JACQUES est évaluée à cent quatre-vingt-seize mille sept cent quatre-vingt-treize euros (196.793 €) et son capital est composé de sept cents (700) parts sociales.

Les Parts Sociales OB SAINT JACQUES sont donc évaluées à la somme de quatre-vingt-dix-huit mille trois cent quatre-vingt-seize euros et cinquante centimes (98.396,50 €), arrondie à la somme de quatre-vingt-dix-huit mille trois cent quatre-vingt-seize euros (98.396 €) pour les besoins du présent Contrat d'Apport, soit environ deux cent quatre-vingt-un euros et treize centimes (281,13 €) par Part Sociale OB SAINT JACQUES.

- 2.7. La pleine propriété de douze mille cinq cents (12.500) parts sociales émises par la société OB CHENOVE, représentant 50 % du capital et des droits de vote de la société OB CHENOVE.

OB CHENOVE est évaluée à soixante-et-un mille deux cent soixante-six euros (61.266 €) et son capital est composé de vingt-cinq mille (25.000) parts sociales.

Les Parts Sociales OB CHENOVE sont donc évaluées à la somme de trente mille six cent trente-trois euros (30.633 €), soit environ deux euros et quarante-cinq centimes (2,45 €) par Part Sociale OB CHENOVE.

- 2.8. La pleine propriété de trois cent soixante-quinze (375) parts sociales émises par la société OB AURAY SENE, représentant 50 % du capital et des droits de vote de la société OB AURAY SENE.

OB AURAY SENE est évaluée à dix-huit mille deux cent cinquante-huit euros (18.258 €) et son capital est composé de sept cent cinquante (750) parts sociales.

Les Parts Sociales OB AURAY SENE sont donc évaluées à la somme de neuf mille cent vingt-neuf euros (9.129 €), soit environ vingt-quatre euros et trente-quatre centimes (24,34 €) par Part Sociale OB AURAY SENE.

- 2.9. La pleine propriété de cinq cents (500) parts sociales émises par la société OB BAIN DE BRETAGNE, représentant 50 % du capital et des droits de vote de la société OB BAIN DE BRETAGNE.

OB BAIN DE BRETAGNE est évaluée à mille quatre cent quarante-cinq euros (1.445 €) et son capital est composé de mille (1.000) parts sociales.

Les Parts Sociales OB BAIN DE BRETAGNE sont donc évaluées à la somme de sept cent vingt-deux euros et cinquante centimes (722,50 €), arrondie à la somme de sept cent vingt-deux euros (722 €) pour les besoins du présent Contrat d'Apport, soit environ un euro et quarante-quatre centimes (1,44 €) par Part Sociale OB BAIN DE BRETAGNE.

- 2.10. La pleine propriété de cinq cents (500) parts sociales émises par la société OB LA FLECHE, représentant 50 % du capital et des droits de vote de la société OB LA FLECHE.

OB LA FLECHE est évaluée à dix mille euros (10.000 €) et son capital est composé de mille (1.000) parts sociales.

Les Parts Sociales OB LA FLECHE sont donc évaluées à cinq mille euros (5.000 €), soit dix euros (10 €) par Part Sociale OB LA FLECHE.

- 2.11. La pleine propriété de cinquante (50) parts sociales émises par la société OB BUC, représentant 50 % du capital et des droits de vote de la société OB BUC.

OB BUC est évaluée à cent soixante-et-un mille quatre cent dix-huit euros (161.418 €) et son capital est composé de cent (100) parts sociales.

Les Parts Sociales OB BUC sont donc évaluées à quatre-vingt mille sept cent neuf euros (80.709 €), soit mille six cent quatorze euros et dix-huit centimes (1.614,18 €) par Part Sociale OB BUC.

ARTICLE 3 – RÉMUNÉRATION DE L'APPORT

La valeur de la Société Bénéficiaire, permettant de déterminer le nombre d'actions nouvelles émises en rémunération de l'Apport, a été évaluée à deux mille euros (2.000 €) – soit le montant du capital social –, la Société Bénéficiaire ayant été récemment constituée. La valeur vénale d'une action de la Société Bénéficiaire est donc égale à sa valeur nominale, soit un euro (1 €).

En conséquence :

- 3.1. En rémunération de l'apport en nature des cinq cents (500) parts sociales de la société OB SAINT MEEN ci-dessus désigné, évalué à cinquante-sept mille huit cent dix-huit euros (57.818 €), il sera attribué à la société GROUPE MARQUER cinquante-sept mille huit cent dix-huit (57.818) actions nouvelles de la Société Bénéficiaire, d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune, entièrement libérées.

- 3.2. En rémunération de l'apport en nature des cinq cents (500) parts sociales de la société OB GOUESNOU ci-dessus désigné, évalué à trente mille huit cent quatre-vingt-trois euros (30.883 €), il sera attribué à la société GROUPE MARQUER trente mille huit cent quatre-vingt-trois (30.883) actions nouvelles de la Société Bénéficiaire, d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune, entièrement libérées.
- 3.3. En rémunération de l'apport en nature des cinquante (50) parts sociales de la société OB MANTES ci-dessus désigné, évalué à vingt-six mille quatre cent soixante-dix-huit euros (26.478 €), il sera attribué à la société GROUPE MARQUER vingt-six mille quatre cent soixante-dix-huit (26.478) actions nouvelles de la Société Bénéficiaire, d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune, entièrement libérées.
- 3.4. En rémunération de l'apport en nature des cinquante (50) parts sociales de la société OB TOURS NORD ci-dessus désigné, évalué à quarante-quatre mille trois cent quatre-vingt-trois euros (44.383 €), il sera attribué à la société GROUPE MARQUER quarante-quatre mille trois cent quatre-vingt-trois (44.383) actions nouvelles de la Société Bénéficiaire, d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune, entièrement libérées.
- 3.5. En rémunération de l'apport en nature des cinq cents (500) parts sociales de la société OB TOURS CENTRE ci-dessus désigné, évalué à cent dix mille six cent quatre-vingt-quinze euros (110.695 €), il sera attribué à la société GROUPE MARQUER cent dix mille six cent quatre-vingt-quinze (110.695) actions nouvelles de la Société Bénéficiaire, d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune, entièrement libérées.
- 3.6. En rémunération de l'apport en nature des trois cent cinquante (350) parts sociales de la société OB SAINT JACQUES ci-dessus désigné, évalué à quatre-vingt-dix-huit mille trois cent quatre-vingt-seize euros (98.396 €), il sera attribué à la société GROUPE MARQUER quatre-vingt-dix-huit mille trois cent quatre-vingt-seize (98.396) actions nouvelles de la Société Bénéficiaire, d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune, entièrement libérées.
- 3.7. En rémunération de l'apport en nature des douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de la société OB CHENOVE ci-dessus désigné, évalué à trente mille six cent trente-trois euros (30.633 €), il sera attribué à la société GROUPE MARQUER trente mille six cent trente-trois (30.633) actions nouvelles de la Société Bénéficiaire, d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune, entièrement libérées.
- 3.8. En rémunération de l'apport en nature des trois cent soixante-quinze (375) parts sociales de la société OB AURAY SENE ci-dessus désigné, évalué à neuf mille cent vingt-neuf euros (9.129 €), il sera attribué à la société GROUPE MARQUER neuf mille cent vingt-neuf (9.129) actions nouvelles de la Société Bénéficiaire, d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune, entièrement libérées.
- 3.9. En rémunération de l'apport en nature des cinq cents (500) parts sociales de la société OB BAIN DE BRETAGNE ci-dessus désigné, évalué à sept cent vingt-deux euros (722 €), il sera attribué à la société GROUPE MARQUER sept cent vingt-deux (722) actions nouvelles de la Société Bénéficiaire, d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune, entièrement libérées.
- 3.10. En rémunération de l'apport en nature des cinq cents (500) parts sociales de la société OB LA FLECHE ci-dessus désigné, évalué à cinq mille euros (5.000 €), il sera attribué à la société GROUPE MARQUER cinq mille (5.000) actions nouvelles de la Société Bénéficiaire, d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune, entièrement libérées.
- 3.11. En rémunération de l'apport en nature des cinquante (50) parts sociales de la société OB BUC ci-dessus désigné, évalué à quatre-vingt mille sept cent neuf euros (80.709 €), il sera attribué à

la société GROUPE MARQUER quatre-vingt mille sept cent neuf (80.709) actions nouvelles de la Société Bénéficiaire, d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune, entièrement libérées.

ARTICLE 4 – CONDITIONS SUSPENSIVES

L'Apport et l'augmentation de capital subséquente de la Société Bénéficiaire ne deviendront définitifs que sous réserve, et du seul fait de l'approbation par la collectivité des associés de la Société Bénéficiaire (i) de l'apport en nature des Parts Sociales Apportées, de leur évaluation et de leur rémunération, et (ii) de l'augmentation de capital à titre de rémunération de l'Apport et des modifications statutaires corrélatives.

L'Apport et l'augmentation subséquente du capital social de la Société Bénéficiaire seront considérés comme définitivement réalisés à compter de la réalisation des conditions suspensives visées ci-dessus (la « **Date de Réalisation** »).

ARTICLE 5 – PROPRIÉTÉ ET JOUISSANCE

Le transfert de propriété de l'ensemble des Parts Sociales Apportées au profit de la Société Bénéficiaire interviendra à la Date de Réalisation.

Le transfert de propriété visé aux présentes concerne tous les droits attachés aux Parts Sociales Apportées, sans exception ni réserve, y compris celui aux dividendes non encore distribués.

ARTICLE 6 – CHARGES ET CONDITIONS

La Société Bénéficiaire reçoit les Parts Sociales Apportées en ayant toute connaissance de la situation respective des sociétés OB SAINT MEEN, OB GOUESNOU, OB MANTES, OB TOURS NORD, OB TOURS CENTRE, OB SAINT JACQUES, OB CHENOVE, OB AURAY SENE, OB BAIN DE BRETAGNE, OB LA FLECHE et OB BUC. Elle ne pourra donc demander aucune indemnité pour quelque cause que ce soit.

ARTICLE 7 – DÉCLARATIONS ET GARANTIES DE L'APPORTEUR

L'Apporteur déclare et garantit à la Société Bénéficiaire :

- 7.1. Les Parts Sociales Apportées lui appartiennent en propre et sont libres de tous nantissements, sûretés, droits de tiers, charges ou autre privilège ;
- 7.2. Les Parts Sociales Apportées représentent respectivement :
 - 50 % du capital et des droits de vote de la société OB SAINT MEEN,
 - 50 % du capital et des droits de vote de la société OB GOUESNOU,
 - 50 % du capital et des droits de vote de la société OB MANTES,
 - 50 % du capital et des droits de vote de la société OB TOURS NORD,
 - 50 % du capital et des droits de vote de la société OB TOURS CENTRE,
 - 50 % du capital et des droits de vote de la société OB SAINT JACQUES,
 - 50 % du capital et des droits de vote de la société OB CHENOVE,
 - 50 % du capital et des droits de vote de la société OB AURAY SENE,
 - 50 % du capital et des droits de vote de la société OB BAIN DE BRETAGNE,
 - 50 % du capital et des droits de vote de la société OB LA FLECHE et,
 - 50 % du capital et des droits de vote de la société OB BUC,

et sont intégralement libérées.

- 7.3.** La conclusion et la signature par l'Apporteur du présent Contrat d'Apport, l'exécution par l'Apporteur de ses obligations aux termes dudit Contrat d'Apport ainsi que la réalisation par l'Apporteur des opérations qui y sont décrites ne requièrent pas de l'Apporteur l'obtention d'une quelconque autorisation ou approbation qui n'aurait pas été obtenue à la date des présentes, ni un quelconque enregistrement, notification, dépôt ou déclaration auprès d'une quelconque autorité administrative.
- 7.4.** La conclusion et la signature par l'Apporteur du présent Contrat d'Apport est utile à la réalisation de son objet.

ARTICLE 8 – RÉGIME JURIDIQUE DE L'APPORT

L'Apport constitue un apport à titre pur et simple soumis au régime de droit commun des apports en nature.

ARTICLE 9 – RÉGIME FISCAL DE L'APPORT

9.1. Dispositions générales

Les Parties déclarent que :

- L'Apporteur et la Société Bénéficiaire sont des sociétés ayant leur siège social en France et y sont passibles de l'impôt sur les sociétés.
- L'Apport n'emporte pas dissolution de l'Apporteur.
- Les Parties entendent placer le présent Apport sous le régime fiscal de faveur des fusions édicté, sur renvoi de l'article 210 B du Code général des impôts, par l'article 210 A du Code général des impôts en matière d'impôt sur les sociétés.
En effet, l'Apport porte sur plus de 50% du capital des sociétés dont les titres sont apportés et constitue à ce titre un apport partiel d'actif au sens de la réglementation fiscale, étant rappelé que, pour apprécier le respect de ces seuils, il est tenu compte de l'ensemble des apports effectués de manière concomitante à une même société sans qu'il soit nécessaire que chacun de ces apports bénéficie du régime fiscal de faveur prévu à l'article 210 B du CGI (BOI-IS-FUS-20-40-20-20120912).
- L'Apport prend effet comptable et fiscal à la Date de Réalisation.
- Les représentants de l'Apporteur et la Société Bénéficiaire s'engagent, *es qualités*, à se conformer à l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires en vigueur en ce qui concerne les déclarations devant être établies en matière d'impôt sur les sociétés et de tous autres impôts et taxes résultant de la réalisation définitive de l'Apport.

9.2. Impôt sur les sociétés

L'Apporteur prend l'engagement :

- de conserver pendant trois ans les titres remis en contrepartie de l'Apport ; et

- de calculer les plus-values de cession afférentes à ces mêmes titres par référence à la valeur que les biens apportés avaient dans ses propres écritures.

La Société Bénéficiaire prend les engagements suivants, pour autant qu'ils soient applicables à la situation d'espèce :

- reprendre à son passif les provisions se rapportant à la branche d'activité dont l'imposition est différée, et qui ne deviennent pas sans objet du fait de l'apport ;
- se substituer, le cas échéant, à l'Apporteur pour la réintégration des résultats dont la prise en compte avait été différée pour l'imposition de cette dernière à raison des biens compris dans la branche d'activité ;
- calculer les plus-values réalisées ultérieurement à l'occasion de la cession des immobilisations non amortissables reçues dans le cadre de l'Apport, ou des biens qui leur sont assimilés en application des dispositions du 6 de l'article 210 A du Code général des impôts, d'après la valeur que ces biens avaient du point de vue fiscal dans les écritures de l'Apporteur, à la date de prise d'effet de l'apport ;
- réintégrer dans ses bénéfices imposables à l'impôt sur les sociétés, dans les conditions et délais fixés à l'article 210 A, 3, d du Code général des impôts, les plus-values dégagées lors de l'Apport sur les actifs amortissables afférents à la branche d'activité et transmis par l'Apporteur ; étant spécifié à cet égard qu'en vertu des dispositions de l'article 210 A, 3, d précité, la cession de l'un des biens amortissables reçus entraînera l'imposition immédiate de la fraction de la plus-value afférente à ce bien qui n'aurait pas encore été réintégrée à la date de ladite cession (la cession s'entendant de toute opération de vente, apport, mise au rebut, etc.) ;
- inscrire à son bilan les éléments autres que les immobilisations ou que les biens qui leur sont assimilés en application des dispositions du 6 de l'article 210 A du Code général des impôts, pour la valeur qu'ils avaient du point de vue fiscal, dans les écritures de l'Apporteur. A défaut, la Société Bénéficiaire devra comprendre dans ses résultats de l'exercice au cours duquel intervient l'Apport le profit correspondant à la différence entre la nouvelle valeur de ces éléments et la valeur qu'ils avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures de l'Apporteur ;
- accomplir les obligations déclaratives prévues à l'article 54 septies du Code général des impôts et joindre à sa déclaration de résultat un état conforme au modèle fourni par l'administration (dit « état de suivi des plus-values ») faisant apparaître, pour chaque nature d'élément, les renseignements nécessaires au calcul du résultat imposable de la cession ultérieure des éléments considérés, et contenant les mentions précisées par l'article 38 quindecies de l'annexe III au Code général des impôts et à tenir le registre de suivi des plus-values sur les éléments d'actif non amortissables donnant lieu au report d'imposition prévu par l'article 54 septies, II du Code général des impôts.

9.3 Enregistrement

Les Parties déclarent soumettre l'Apport au régime de l'article 810 du Code général des impôts. En conséquence, l'Apport sera soumis à un droit fixe d'enregistrement de 500 euros.

Les Parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité de la rémunération de l'Apport et du passif pris en charge à ce titre.

ARTICLE 10 – STIPULATIONS DIVERSES

10.1. Formalités légales

La Société Bénéficiaire remplira, dans les délais légaux, toutes formalités légales de publicité et dépôts légaux relatifs à l'Apport.

Elle remplira, d'une manière générale, toutes formalités nécessaires en vue de rendre opposables aux tiers le transfert des Parts Sociales Apportées.

10.2. Frais et honoraires

Tous les frais et honoraires dus au titre de l'Apport, de même que ceux qui en résulteront, seront supportés par la Société Bénéficiaire.

10.3. Élection de domicile

Pour l'exécution du présent Contrat d'Apport ou de tout acte s'y rattachant, les Parties font élection de domicile à l'adresse indiquée en tête des présentes.

10.4. Affirmation de sincérité

Les Parties affirment expressément, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code Général des Impôts, que le Contrat d'Apport exprime l'intégralité de la valeur des Parts Sociales Apportées.

10.5. Droit applicable – compétence juridictionnelle

Le Contrat d'Apport est exclusivement régi et interprété selon le droit français.

Tous litiges relatifs à l'interprétation, l'application, l'exécution ou l'inexécution du présent Contrat d'Apport seront de la compétence exclusive des tribunaux du ressort de la Cour d'appel de Rennes.

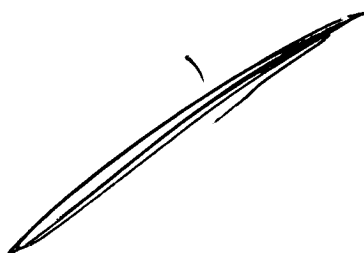
10.6. Pouvoirs pour formalités

L'Apporteur et la Société Bénéficiaire confèrent tous pouvoirs au porteur d'un original du présent Contrat d'Apport à l'effet d'accomplir toutes formalités légales de publicité.

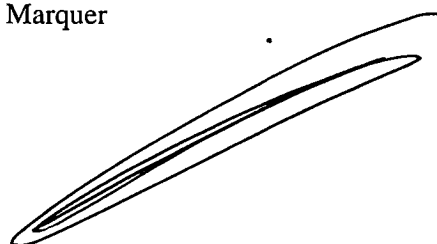
* *
*

Fait à Rennes,
Le 15 décembre 2016
En vingt-six (26) exemplaires originaux

L'Apporteur
GROUPE MARQUER
Représentée par Monsieur Thierry Marquer



La Société Bénéficiaire
L'ORANGE BLEUE EUROPEAN FITNESS
Représentée par GROUPE MARQUER
Elle-même représentée par Monsieur Thierry Marquer



Enregistré à : SIE PARIS 9EME OUEST

Le 06/01/2017 Bordereau n°2017/24 Case n°6

Ext 134

Enregistrement : 125 €

Pénalités :

Total liquidé : cent vingt-cinq euros

Montant reçu : cent vingt-cinq euros

L'Agent administratif des finances publiques

Jérôme LALANDE
Agent administratif principal des finances publiques

TRAITÉ D'APPORT DE TITRES

ENTRE

JOBBER

(l'« Apporteur »)

ET

L'ORANGE BLEUE EUROPEAN FITNESS

(la « Société Bénéficiaire »)

Le 15 décembre 2016

ENTRE :

1. **JOBBER**, société à responsabilité limitée, dont le siège social est situé 15 rue Godot de Mauroy – 75009 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro unique d'identification 803 401 017 RCS Paris,

Ci-après l'« **Apporteur** »

ET :

2. **L'ORANGE BLEUE EUROPEAN FITNESS**, société par actions simplifiée, dont le siège social est situé 4 rue du Lieutenant-Colonel Dubois – 35000 Rennes, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro unique d'identification 821 985 876 RCS Rennes,

Ci-après la « **Société Bénéficiaire** »

L'Apporteur et la Société Bénéficiaire sont ci-après dénommés ensemble les « **Parties** » et individuellement une « **Partie** ».

IL A ÉTÉ PRÉALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIT :

A. À la date de présentes, l'Apporteur détient la pleine propriété :

- de cinq cents (500) parts sociales, numérotées de 501 à 1.000 (les « **Parts Sociales OB SAINT MEEN** »), sur les mille (1.000) parts sociales qui composent le capital de la société **OB SAINT MEEN** (anciennement dénommée ARPAD), société à responsabilité limitée, dont le siège social est situé 4 rue du Lieutenant-Colonel Dubois – 35000 Rennes, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro unique d'identification 800 937 690 RCS Rennes,
- de cinq cents (500) parts sociales, numérotées de 501 à 1.000 (les « **Parts Sociales OB GOUESNOU** »), sur les mille (1.000) parts sociales qui composent le capital de la société **OB GOUESNOU** (anciennement dénommée FITNESS 29), société à responsabilité limitée, dont le siège social est situé 4 rue du Lieutenant-Colonel Dubois – 35000 Rennes, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro unique d'identification 799 170 584 RCS Rennes,
- de cinquante (50) parts sociales, numérotées de 51 à 100 (les « **Parts Sociales OB MANTES** »), sur les cent (100) parts sociales qui composent le capital de la société **OB MANTES** (anciennement dénommée EKOFITNESS), société à responsabilité limitée, dont le siège social est situé 4 rue du Lieutenant-Colonel Dubois – 35000 Rennes, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro unique d'identification 540 019 841 RCS Rennes,

- de cinquante (50) parts sociales, numérotées de 51 à 100 (les « **Parts Sociales OB TOURS NORD** »), sur les cent (100) parts sociales qui composent le capital de la société **OB TOURS NORD** (anciennement dénommée EPSILON FORME), société à responsabilité limitée, dont le siège social est situé 48-50 avenue Gustave Eiffel – 37100 Tours, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro unique d'identification 798 845 400 RCS Tours,
- de cinq cents (500) parts sociales, numérotées de 501 à 1.000 (les « **Parts Sociales OB TOURS CENTRE** »), sur les mille (1.000) parts sociales qui composent le capital de la société **OB TOURS CENTRE** (anciennement dénommée CITA FORME), société à responsabilité limitée, dont le siège social est situé 180 avenue de Grammont – 37000 Tours, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro unique d'identification 808 490 114 RCS Tours,
- de trois cent cinquante (350) parts sociales, numérotées de 1 à 350 (les « **Parts Sociales OB SAINT JACQUES** »), sur les sept cents (700) parts sociales qui composent le capital de la société **OB SAINT JACQUES** (anciennement dénommée COURROUZE FITNESS), société à responsabilité limitée, dont le siège social est situé Lieudit La Gaité – 127 rue du Temple de Blosne – 35136 Saint Jacques de La Lande, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro unique d'identification 794 868 968 RCS Rennes,
- de douze mille cinq cents (12.500) parts sociales, numérotées de 12.501 à 25.000 (les « **Parts Sociales OB CHENOVE** »), sur les vingt-cinq mille (25.000) parts sociales qui composent le capital de la société **OB CHENOVE**, société à responsabilité limitée, dont le siège social est situé 4D rue du Lieutenant-Colonel Dubois – 35000 Rennes, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro unique d'identification 790 261 176 RCS Rennes,
- de trois cent soixante-quinze (375) parts sociales, numérotées de 376 à 750 (les « **Parts Sociales OB AURAY SENE** »), sur les sept cent cinquante (750) parts sociales qui composent le capital de la société **OB AURAY SENE**, société à responsabilité limitée, dont le siège social est situé 4 rue du Lieutenant-Colonel Dubois – 35000 Rennes, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro unique d'identification 538 252 891 RCS Rennes,
- de cinq cents (500) parts sociales, numérotées de 501 à 1.000 (les « **Parts Sociales OB BAIN DE BRETAGNE** »), sur les mille (1.000) parts sociales qui composent le capital de la société **OB BAIN DE BRETAGNE** (anciennement dénommée BIENESTAR), société à responsabilité limitée, dont le siège social est situé 4 rue du Lieutenant-Colonel Dubois – 35000 Rennes, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro unique d'identification 803 703 651 RCS Rennes,
- de cinq cents (500) parts sociales, numérotées de 501 à 1.000 (les « **Parts Sociales OB LA FLECHE** »), sur les mille (1.000) parts sociales qui composent le capital de la société **OB LA FLECHE**, société à responsabilité limitée, dont le siège social est situé 4 rue du Lieutenant-Colonel Dubois – 35000 Rennes, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro unique d'identification 820 951 937 RCS Rennes,
- de cinq cents (500) parts sociales, numérotées de 501 à 1.000 (les « **Parts Sociales OB LAMBALLE** »), sur les mille (1.000) parts sociales qui composent le capital de la société **OB LAMBALLE** (anciennement dénommée PERFECTOSPORTS), société à responsabilité limitée, dont le siège social est situé 4D rue du Lieutenant-Colonel Dubois – 35000 Rennes, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro unique d'identification 524 944 956 RCS Rennes, et

- de cinquante (50) parts sociales, numérotées de 51 à 100 (les « **Parts Sociales OB BUC** »), sur les cent (100) parts sociales qui composent le capital de la société **OB BUC** (anciennement dénommée ELOFITNESS), société à responsabilité limitée, dont le siège social est situé 4 rue du Lieutenant-Colonel Dubois – 35000 Rennes, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro unique d'identification 798 015 004 RCS Rennes

Les Parts Sociales OB SAINT MEEN, les Parts Sociales OB GOUESNOU, les Parts Sociales OB MANTES, les Parts Sociales OB TOURS NORD, les Parts Sociales OB TOURS CENTRE, les Parts Sociales OB SAINT JACQUES, les Parts Sociales OB CHENOVE, les Parts Sociales OB AURAY SENE, les Parts Sociales OB BAIN DE BRETAGNE, les Parts Sociales OB LA FLECHE, les Parts Sociales OB LAMBALLE et les Parts Sociales OB BUC sont ci-après dénommées ensemble les « **Parts Sociales Apportées** ».

B. L'Apporteur a souhaité apporter les Parts Sociales Apportées à la Société Bénéficiaire (l'« **Apport** »), dont l'objet est, tant en France qu'à l'étranger :

- L'exploitation de centres de remise en forme (fitness, stretching, step, cardio, musculation, sauna, hammam, diététique, esthétique, massage et activités connexes et annexes) ;
- La promotion des activités de loisirs, de détente et de sport, directement ou indirectement, par tous moyens ;
- Le commerce de vêtements textiles et articles accessoires ;
- Le négoce de tous produits manufacturés ainsi que tous matériels industriels, et tous produits manufacturés, alimentaires ou non alimentaires ;
- La création, l'acquisition, la prise en location-gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées ci-dessus ;
- La participation directe ou indirecte à toutes opérations commerciales ou industrielles pouvant se rapporter à l'objet précité, par voie de création de sociétés nouvelles, françaises ou étrangères, d'apports, de souscriptions, achat de titres ou droits sociaux, fusion ou autrement ;
- Et, plus généralement, la réalisation de toutes opérations, de quelque nature qu'elles soient, juridiques, industrielles, commerciales ou financières se rattachant directement ou indirectement à cet objet ou à tous objets similaires ou connexes, ou pouvant être utiles à cet objet ou de nature à en faciliter la réalisation.

C. En conséquence, les Parties sont convenues de conclure le présent traité d'apport (le « **Contrat d'Apport** »), dont l'objet est de préciser les conditions et les modalités de l'Apport.

D. À toutes fins utiles, il est précisé que le Contrat d'Apport présente un intérêt indéniable pour la Société Bénéficiaire qui souhaite rationaliser la structure de son groupe et poursuivre une stratégie de développement et d'expansion de la marque « L'Orange Bleue ». L'Apporteur souhaite également, quant à lui, rationaliser la structure de son groupe.

CECI AYANT ÉTÉ EXPOSÉ, IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – MÉTHODE D'ÉVALUATION UTILISÉE

- 1.1.** Le règlement n° 2004-01 du 4 mai 2004 du Comité de la réglementation comptable relatif au traitement comptable des fusions et opérations assimilées, tel que modifié par le règlement n° 2005-09 du 3 novembre 2005 et le règlement n° 2014-3 du 5 juin 2014 relatif au Plan Comptable Général (ensemble, les « **Règlements** ») sont applicables « *à la comptabilisation dans les comptes individuels, de toutes les opérations de fusion et opérations assimilées rémunérées par des titres et retracées dans un traité d'apport prévu à l'article L.236-6 du Code de commerce* ».

Constituent notamment des opérations assimilées entrant dans le champ d'application des Règlements les apports de titres de participation représentatifs du contrôle, c'est-à-dire notamment de contrôle conjoint ou contrôle exclusif.

En application des règles prévues par les Règlements, l'apport des Parts Sociales Apportées impliquant une modification de contrôle, par le passage d'une situation de contrôle conjoint à une situation de contrôle exclusif, les Parts Sociales Apportées sont transmises pour la valeur réelle.

- 1.2.** Concernant la détermination de la rémunération de l'Apport, elle est effectuée sur la base de la valeur réelle des Parts Sociales Apportées et de la valeur réelle de la Société Bénéficiaire.

ARTICLE 2 – DESCRIPTION ET ÉVALUATION DE L'APPORT

Selon les termes et conditions stipulés aux présentes, l'Apporteur apportera, sous les garanties ordinaires de fait et de droit et sous les conditions suspensives visées à l'article 4 du présent Contrat d'Apport, à la Société Bénéficiaire, qui l'accepte :

- 2.1.** La pleine propriété de cinq cents (500) parts sociales émises par la société OB SAINT MEEN, représentant 50 % du capital et des droits de vote de la société OB SAINT MEEN.

OB SAINT MEEN est évaluée à cent quinze mille six cent trente-sept euros (115.637 €) et son capital est composé de mille (1.000) parts sociales.

Les Parts Sociales OB SAINT MEEN sont donc évaluées à la somme de cinquante-sept mille huit cent dix-huit euros et cinquante centimes (57.818,50 €), arrondie à la somme de cinquante-sept mille huit cent dix-huit euros (57.818 €) pour les besoins du présent Contrat d'Apport, soit environ cent quinze euros et soixante-quatre centimes (115,64 €) par Part Sociale OB SAINT MEEN.

- 2.2.** La pleine propriété de cinq cents (500) parts sociales émises par la société OB GOUESNOU, représentant 50 % du capital et des droits de vote de la société OB GOUESNOU.

OB GOUESNOU est évaluée à soixante-et-un mille sept cent soixante-sept euros (61.767 €) et son capital est composé de mille (1.000) parts sociales.

Les Parts Sociales OB GOUESNOU sont donc évaluées à la somme de trente mille huit cent quatre-vingt-trois euros et cinquante centimes (30.883,50 €), arrondie à la somme de trente mille huit cent quatre-vingt-trois euros (30.883 €) pour les besoins du présent Contrat d'Apport, soit environ soixante-et-un euros et soixante-dix-sept centimes (61,77 €) par Part Sociale OB GOUESNOU.

- 2.3. La pleine propriété de cinquante (50) parts sociales émises par la société OB MANTES, représentant 50 % du capital et des droits de vote de la société OB MANTES.

OB MANTES est évaluée à cinquante-deux mille neuf cent cinquante-six euros (52.956 €) et son capital est composé de cent (100) parts sociales.

Les Parts Sociales OB MANTES sont donc évaluées à la somme de vingt-six mille quatre cent soixante-dix-huit euros (26.478 €), soit cinq cent vingt-neuf euros et cinquante-six centimes (529,56 €) par Part Sociale OB MANTES.

- 2.4. La pleine propriété de cinquante (50) parts sociales émises par la société OB TOURS NORD, représentant 50 % du capital et des droits de vote de la société OB TOURS NORD.

OB TOURS NORD est évaluée à quatre-vingt-huit mille sept cent soixante-sept euros (88.767 €) et son capital est composé de cent (100) parts sociales.

Les Parts Sociales OB TOURS NORD sont donc évaluées à la somme de quarante-quatre mille trois cent quatre-vingt-trois euros et cinquante centimes (44.383,50 €), arrondie à la somme de quarante-quatre mille trois cent quatre-vingt-trois euros (44.383 €) pour les besoins du présent Contrat d'Apport, soit huit cent quatre-vingt-sept euros et soixante-six centimes (887,66 €) par Part Sociale OB TOURS NORD.

- 2.5. La pleine propriété de cinq cents (500) parts sociales émises par la société OB TOURS CENTRE, représentant 50 % du capital et des droits de vote de la société OB TOURS CENTRE.

OB TOURS CENTRE est évaluée à deux cent vingt-et-un mille trois cent quatre-vingt-onze euros (221.391 €) et son capital est composé de mille (1.000) parts sociales.

Les Parts Sociales OB TOURS CENTRE sont donc évaluées à la somme de cent dix mille six cent quatre-vingt-quinze euros et cinquante centimes (110.695,50 €), arrondie à la somme de cent dix mille six cent quatre-vingt-quinze euros (110.695 €) pour les besoins du présent Contrat d'Apport, soit deux cent vingt-et-un euros et trente-neuf centimes (221,39 €) par Part Sociale OB TOURS CENTRE.

- 2.6. La pleine propriété de trois cent cinquante (350) parts sociales émises par la société OB SAINT JACQUES, représentant 50 % du capital et des droits de vote de la société OB SAINT JACQUES.

OB SAINT JACQUES est évaluée à cent quatre-vingt-seize mille sept cent quatre-vingt-treize euros (196.793 €) et son capital est composé de sept cents (700) parts sociales.

Les Parts Sociales OB SAINT JACQUES sont donc évaluées à la somme de quatre-vingt-dix-huit mille trois cent quatre-vingt-seize euros et cinquante centimes (98.396,50 €), arrondie à la somme de quatre-vingt-dix-huit mille trois cent quatre-vingt-seize euros (98.396 €) pour les besoins du présent Contrat d'Apport, soit environ deux cent quatre-vingt-un euros et treize centimes (281,13 €) par Part Sociale OB SAINT JACQUES.

- 2.7.** La pleine propriété de douze mille cinq cents (12.500) parts sociales émises par la société OB CHENOVE, représentant 50 % du capital et des droits de vote de la société OB CHENOVE.

OB CHENOVE est évaluée à soixante-et-un mille deux cent soixante-six euros (61.266 €) et son capital est composé de vingt-cinq mille (25.000) parts sociales.

Les Parts Sociales OB CHENOVE sont donc évaluées à la somme de trente mille six cent trente-trois euros (30.633 €), soit environ deux euros et quarante-cinq centimes (2,45 €) par Part Sociale OB CHENOVE.

- 2.8.** La pleine propriété de trois cent soixante-quinze (375) parts sociales émises par la société OB AURAY SENE, représentant 50 % du capital et des droits de vote de la société OB AURAY SENE.

OB AURAY SENE est évaluée à dix-huit mille deux cent cinquante-huit euros (18.258 €) et son capital est composé de sept cent cinquante (750) parts sociales.

Les Parts Sociales OB AURAY SENE sont donc évaluées à la somme de neuf mille cent vingt-neuf euros (9.129 €), soit environ vingt-quatre euros et trente-quatre centimes (24,34 €) par Part Sociale OB AURAY SENE.

- 2.9.** La pleine propriété de cinq cents (500) parts sociales émises par la société OB BAIN DE BRETAGNE, représentant 50 % du capital et des droits de vote de la société OB BAIN DE BRETAGNE.

OB BAIN DE BRETAGNE est évaluée à mille quatre cent quarante-cinq euros (1.445 €) et son capital est composé de mille (1.000) parts sociales.

Les Parts Sociales OB BAIN DE BRETAGNE sont donc évaluées à la somme de sept cent vingt-deux euros et cinquante centimes (722,50 €), arrondie à la somme de sept cent vingt-deux euros (722 €) pour les besoins du présent Contrat d'Apport, soit environ un euro et quarante-quatre centimes (1,44 €) par Part Sociale OB BAIN DE BRETAGNE.

- 2.10.** La pleine propriété de cinq cents (500) parts sociales émises par la société OB LA FLECHE, représentant 50 % du capital et des droits de vote de la société OB LA FLECHE.

OB LA FLECHE est évaluée à dix mille euros (10.000 €) et son capital est composé de mille (1.000) parts sociales.

Les Parts Sociales OB LA FLECHE sont donc évaluées à cinq mille euros (5.000 €), soit dix euros (10 €) par Part Sociale OB LA FLECHE.

- 2.11.** La pleine propriété de cinq cents (500) parts sociales émises par la société OB LAMBALLE, représentant 50 % du capital et des droits de vote de la société OB LAMBALLE.

OB LAMBALLE est évaluée à cent soixante-neuf mille soixante-et-un euros (169.061 €) et son capital est composé de mille (1.000) parts sociales.

Les Parts Sociales OB LAMBALLE sont donc évaluées à la somme de quatre-vingt-quatre mille cinq cent trente euros et cinquante centimes (84.530,50 €), arrondie à la somme de quatre-vingt-quatre mille cinq cent trente euros (84.530 €), soit cent soixante-neuf euros et six centimes (169,06 €) par Part Sociale OB LAMBALLE.

- 2.12.** La pleine propriété de cinquante (50) parts sociales émises par la société OB BUC, représentant 50 % du capital et des droits de vote de la société OB BUC.

OB BUC est évaluée à cent soixante-et-un mille quatre cent dix-huit euros (161.418 €) et son capital est composé de cent (100) parts sociales.

Les Parts Sociales OB BUC sont donc évaluées à quatre-vingt mille sept cent neuf euros (80.709 €), soit mille six cent quatorze euros et dix-huit centimes (1.614,18 €) par Part Sociale OB BUC.

ARTICLE 3 – RÉMUNÉRATION DE L'APPORT

La valeur de la Société Bénéficiaire, permettant de déterminer le nombre d'actions nouvelles émises en rémunération de l'Apport, a été évaluée à deux mille euros (2.000 €) – soit le montant du capital social – la Société Bénéficiaire ayant été récemment constituée. La valeur vénale d'une action de la Société Bénéficiaire est donc égale à sa valeur nominale, soit un euro (1 €).

En conséquence :

- 3.1. En rémunération de l'apport en nature des cinq cents (500) parts sociales de la société OB SAINT MEEN ci-dessus désigné, évalué à cinquante-sept mille huit cent dix-huit euros (57.818 €), il sera attribué à la société JOBBER cinquante-sept mille huit cent dix-huit (57.818) actions nouvelles de la Société Bénéficiaire, d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune, entièrement libérées.
- 3.2. En rémunération de l'apport en nature des cinq cents (500) parts sociales de la société OB GOUESNOU ci-dessus désigné, évalué à trente mille huit cent quatre-vingt-trois euros (30.883 €), il sera attribué à la société JOBBER trente mille huit cent quatre-vingt-trois (30.883) actions nouvelles de la Société Bénéficiaire, d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune, entièrement libérées.
- 3.3. En rémunération de l'apport en nature des cinquante (50) parts sociales de la société OB MANTES ci-dessus désigné, évalué à vingt-six mille quatre cent soixante-dix-huit euros (26.478 €), il sera attribué à la société JOBBER vingt-six mille quatre cent soixante-dix-huit (26.478) actions nouvelles de la Société Bénéficiaire, d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune, entièrement libérées.
- 3.4. En rémunération de l'apport en nature des cinquante (50) parts sociales de la société OB TOURS NORD ci-dessus désigné, évalué à quarante-quatre mille trois cent quatre-vingt-trois euros (44.383 €), il sera attribué à la société JOBBER quarante-quatre mille trois cent quatre-vingt-trois (44.383) actions nouvelles de la Société Bénéficiaire, d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune, entièrement libérées.
- 3.5. En rémunération de l'apport en nature des cinq cents (500) parts sociales de la société OB TOURS CENTRE ci-dessus désigné, évalué à cent dix mille six cent quatre-vingt-quinze euros (110.695 €), il sera attribué à la société JOBBER cent dix mille six cent quatre-vingt-quinze (110.695) actions nouvelles de la Société Bénéficiaire, d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune, entièrement libérées.
- 3.6. En rémunération de l'apport en nature des trois cent cinquante (350) parts sociales de la société OB SAINT JACQUES ci-dessus désigné, évalué à quatre-vingt-dix-huit mille trois cent quatre-vingt-seize euros (98.396 €), il sera attribué à la société JOBBER quatre-vingt-dix-huit mille trois cent quatre-vingt-seize (98.396) actions nouvelles de la Société Bénéficiaire, d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune, entièrement libérées.

- 3.7. En rémunération de l'apport en nature des douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de la société OB CHENOVE ci-dessus désigné, évalué à trente mille six cent trente-trois euros (30.633 €), il sera attribué à la société JOBBER trente mille six cent trente-trois (30.633) actions nouvelles de la Société Bénéficiaire, d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune, entièrement libérées.
- 3.8. En rémunération de l'apport en nature des trois cent soixante-quinze (375) parts sociales de la société OB AURAY SENE ci-dessus désigné, évalué à neuf mille cent vingt-neuf euros (9.129 €), il sera attribué à la société JOBBER neuf mille cent vingt-neuf (9.129) actions nouvelles de la Société Bénéficiaire, d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune, entièrement libérées.
- 3.9. En rémunération de l'apport en nature des cinq cents (500) parts sociales de la société OB BAIN DE BRETAGNE ci-dessus désigné, évalué à sept cent vingt-deux euros (722 €), il sera attribué à la société JOBBER sept cent vingt-deux (722) actions nouvelles de la Société Bénéficiaire, d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune, entièrement libérées.
- 3.10. En rémunération de l'apport en nature des cinq cents (500) parts sociales de la société OB LA FLECHE ci-dessus désigné, évalué à cinq mille euros (5.000 €), il sera attribué à la société JOBBER cinq mille (5.000) actions nouvelles de la Société Bénéficiaire, d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune, entièrement libérées.
- 3.11. En rémunération de l'apport en nature des cinq cents (500) parts sociales de la société OB LAMBALLE ci-dessus désigné, évalué à quatre-vingt-quatre mille cinq cent trente euros (84.530 €), il sera attribué à la société JOBBER quatre-vingt-quatre mille cinq cent trente (84.530) actions nouvelles de la Société Bénéficiaire, d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune, entièrement libérées.
- 3.12. En rémunération de l'apport en nature des cinquante (50) parts sociales de la société OB BUC ci-dessus désigné, évalué à quatre-vingt mille sept cent neuf euros (80.709 €), il sera attribué à la société JOBBER quatre-vingt mille sept cent neuf (80.709) actions nouvelles de la Société Bénéficiaire, d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune, entièrement libérées.

ARTICLE 4 – CONDITIONS SUSPENSIVES

L'Apport et l'augmentation de capital subséquente de la Société Bénéficiaire ne deviendront définitifs que sous réserve, et du seul fait de l'approbation par la collectivité des associés de la Société Bénéficiaire (i) de l'apport en nature des Parts Sociales Apportées, de leur évaluation et de leur rémunération, et (ii) de l'augmentation de capital à titre de rémunération de l'Apport et des modifications statutaires corrélatives.

L'Apport et l'augmentation subséquente du capital social de la Société Bénéficiaire seront considérés comme définitivement réalisés à compter de la réalisation des conditions suspensives visées ci-dessus (la « **Date de Réalisation** »).

ARTICLE 5 – PROPRIÉTÉ ET JOUISSANCE

Le transfert de propriété de l'ensemble des Parts Sociales Apportées au profit de la Société Bénéficiaire interviendra à la Date de Réalisation.

Le transfert de propriété visé aux présentes concerne tous les droits attachés aux Parts Sociales Apportées, sans exception ni réserve, y compris celui aux dividendes non encore distribués.

ARTICLE 6 – CHARGES ET CONDITIONS

La Société Bénéficiaire reçoit les Parts Sociales Apportées en ayant toute connaissance de la situation respective des sociétés OB SAINT MEEN, OB GOUESNOU, OB MANTES, OB TOURS NORD, OB TOURS CENTRE, OB SAINT JACQUES, OB CHENOVE, OB AURAY SENE, OB BAIN DE BRETAGNE, OB LA FLECHE, OB LAMBALLE et OB BUC. Elle ne pourra donc demander aucune indemnité pour quelque cause que ce soit.

ARTICLE 7 – DÉCLARATIONS ET GARANTIES DE L'APPORTEUR

L'Apporteur déclare et garantit à la Société Bénéficiaire :

7.1. Les Parts Sociales Apportées lui appartiennent en propre et sont libres de tous nantissements, sûretés, droits de tiers, charges ou autre privilège ;

7.2. Les Parts Sociales Apportées représentent respectivement :

- 50 % du capital et des droits de vote de la société OB SAINT MEEN,
- 50 % du capital et des droits de vote de la société OB GOUESNOU,
- 50 % du capital et des droits de vote de la société OB MANTES,
- 50 % du capital et des droits de vote de la société OB TOURS NORD,
- 50 % du capital et des droits de vote de la société OB TOURS CENTRE,
- 50 % du capital et des droits de vote de la société OB SAINT JACQUES,
- 50 % du capital et des droits de vote de la société OB CHENOVE,
- 50 % du capital et des droits de vote de la société OB AURAY SENE,
- 50 % du capital et des droits de vote de la société OB BAIN DE BRETAGNE,
- 50 % du capital et des droits de vote de la société OB LA FLECHE,
- 50 % du capital et des droits de vote de la société OB LAMBALLE, et
- 50 % du capital et des droits de vote de la société OB BUC.

et sont intégralement libérées.

7.3. La conclusion et la signature par l'Apporteur du présent Contrat d'Apport, l'exécution par l'Apporteur de ses obligations aux termes dudit Contrat d'Apport ainsi que la réalisation par l'Apporteur des opérations qui y sont décrites ne requièrent pas de l'Apporteur l'obtention d'une quelconque autorisation ou approbation qui n'aurait pas été obtenue à la date des présentes, ni un quelconque enregistrement, notification, dépôt ou déclaration auprès d'une quelconque autorité administrative.

7.4. La conclusion et la signature par l'Apporteur du présent Contrat d'Apport est utile à la réalisation de son objet.

ARTICLE 8 – RÉGIME JURIDIQUE DE L'APPORT

L'Apport constitue un apport à titre pur et simple soumis au régime de droit commun des apports en nature.

ARTICLE 9 – RÉGIME FISCAL DE L'APPORT

9.1. Dispositions générales

Les Parties déclarent que :

- L'Apporteur et la Société Bénéficiaire sont des sociétés ayant leur siège social en France et y sont passibles de l'impôt sur les sociétés.
- L'Apport n'emporte pas dissolution de l'Apporteur.
- Les Parties entendent placer le présent Apport sous le régime fiscal de faveur des fusions édicté, sur renvoi de l'article 210 B du Code général des impôts, par l'article 210 A du Code général des impôts en matière d'impôt sur les sociétés.
- En effet, l'Apport porte sur plus de 50% du capital des sociétés dont les titres sont apportés et constitue à ce titre un apport partiel d'actif au sens de la réglementation fiscale, étant rappelé que, pour apprécier le respect de ces seuils, il est tenu compte de l'ensemble des apports effectués de manière concomitante à une même société sans qu'il soit nécessaire que chacun de ces apports bénéficie du régime fiscal de faveur prévu à l'article 210 B du CGI (BOI-IS-FUS-20-40-20-20120912).
- L'Apport prend effet comptable et fiscal à la Date de Réalisation.
- Les représentants de l'Apporteur et la Société Bénéficiaire s'engagent, es qualités, à se conformer à l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires en vigueur en ce qui concerne les déclarations devant être établies en matière d'impôt sur les sociétés et de tous autres impôts et taxes résultant de la réalisation définitive de l'Apport.

9.2 Impôt sur les sociétés

L'Apporteur prend l'engagement :

- de conserver pendant trois ans les titres remis en contrepartie de l'Apport ; et
- de calculer les plus-values de cession afférentes à ces mêmes titres par référence à la valeur que les biens apportés avaient dans ses propres écritures.

La Société Bénéficiaire prend les engagements suivants, pour autant qu'ils soient applicables à la situation d'espèce :

- reprendre à son passif les provisions se rapportant à la branche d'activité dont l'imposition est différée, et qui ne deviennent pas sans objet du fait de l'apport ;
- se substituer, le cas échéant, à l'Apporteur pour la réintégration des résultats dont la prise en compte avait été différée pour l'imposition de cette dernière à raison des biens compris dans la branche d'activité ;
- calculer les plus-values réalisées ultérieurement à l'occasion de la cession des immobilisations non amortissables reçues dans le cadre de l'Apport, ou des biens qui leur sont assimilés en application des dispositions du 6 de l'article 210 A du Code général des impôts, d'après la valeur que ces biens avaient du point de vue fiscal dans les écritures de l'Apporteur, à la date de prise d'effet de l'apport ;

- réintégrer dans ses bénéfices imposables à l'impôt sur les sociétés, dans les conditions et délais fixés à l'article 210 A, 3, d du Code général des impôts, les plus-values dégagées lors de l'Apport sur les actifs amortissables afférents à la branche d'activité et transmis par l'Apporteur ; étant spécifié à cet égard qu'en vertu des dispositions de l'article 210 A, 3, d précité, la cession de l'un des biens amortissables reçus entraînera l'imposition immédiate de la fraction de la plus-value afférente à ce bien qui n'aurait pas encore été réintégrée à la date de ladite cession (la cession s'entendant de toute opération de vente, apport, mise au rebut, etc.) ;
- inscrire à son bilan les éléments autres que les immobilisations ou que les biens qui leur sont assimilés en application des dispositions du 6 de l'article 210 A du Code général des impôts, pour la valeur qu'ils avaient du point de vue fiscal, dans les écritures de l'Apporteur. A défaut, la Société Bénéficiaire devra comprendre dans ses résultats de l'exercice au cours duquel intervient l'Apport le profit correspondant à la différence entre la nouvelle valeur de ces éléments et la valeur qu'ils avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures de l'Apporteur ;
- accomplir les obligations déclaratives prévues à l'article 54 septies du Code général des impôts et joindre à sa déclaration de résultat un état conforme au modèle fourni par l'administration (dit « état de suivi des plus-values ») faisant apparaître, pour chaque nature d'élément, les renseignements nécessaires au calcul du résultat imposable de la cession ultérieure des éléments considérés, et contenant les mentions précisées par l'article 38 quindecies de l'annexe III au Code général des impôts et à tenir le registre de suivi des plus-values sur les éléments d'actif non amortissables donnant lieu au report d'imposition prévu par l'article 54 septies, II du Code général des impôts.

9.3 Enregistrement

Les Parties déclarent soumettre l'Apport au régime de l'article 810 du Code général des impôts. En conséquence, l'Apport sera soumis à un droit fixe d'enregistrement de 500 euros.

Les Parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité de la rémunération de l'Apport et du passif pris en charge à ce titre.

ARTICLE 10 – STIPULATIONS DIVERSES

10.1. Formalités légales

La Société Bénéficiaire remplira, dans les délais légaux, toutes formalités légales de publicité et dépôts légaux relatifs à l'Apport.

Elle remplira, d'une manière générale, toutes formalités nécessaires en vue de rendre opposables aux tiers le transfert des Parts Sociales Apportées.

10.2. Frais et honoraires

Tous les frais et honoraires dus au titre de l'Apport, de même que ceux qui en résulteront, seront supportés par la Société Bénéficiaire.

10.3. Élection de domicile

Pour l'exécution du présent Contrat d'Apport ou de tout acte s'y rattachant, les Parties font élection de domicile à l'adresse indiquée en tête des présentes.

10.4. Affirmation de sincérité

Les Parties affirment expressément, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code Général des Impôts, que le Contrat d'Apport exprime l'intégralité de la valeur des Parts Sociales Apportées.

10.5. Droit applicable – compétence juridictionnelle

Le Contrat d'Apport est exclusivement régi et interprété selon le droit français.

Tous litiges relatifs à l'interprétation, l'application, l'exécution ou l'inexécution du présent Contrat d'Apport seront de la compétence exclusive des tribunaux du ressort de la Cour d'appel de Rennes.

10.6. Pouvoirs pour formalités

L'Apporteur et la Société Bénéficiaire confèrent tous pouvoirs au porteur d'un original du présent Contrat d'Apport à l'effet d'accomplir toutes formalités légales de publicité.

* *

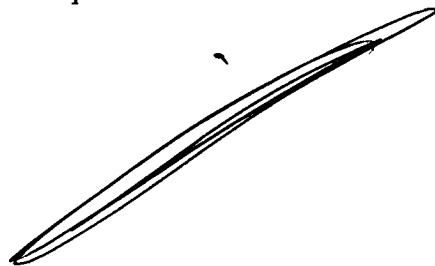
*

Fait à Rennes,
Le 15 décembre 2016
En vingt-huit (28) exemplaires originaux

L'Apporteur
JOBBER
Représentée par Madame Evelyne Le Guludec



La Société Bénéficiaire
L'ORANGE BLEUE EUROPEAN FITNESS
Représentée par GROUPE MARQUER
Elle-même représentée par Monsieur Thierry Marquer



Enregistré à : SIE PARIS 9EME OUEST

Le 06/01/2017 Bordereau n°2017/24 Case n°5

Ext 133

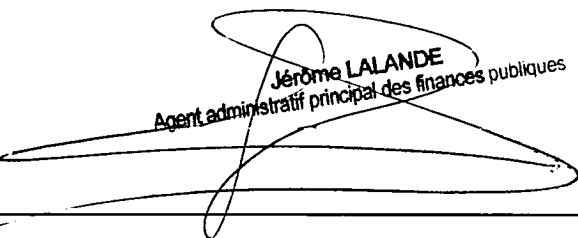
Enregistrement : 125 €

Pénalités :

Total liquidé : cent vingt-cinq euros

Montant reçu : cent vingt-cinq euros

L'Agent administratif des finances publiques


Jérôme LALANDE
Agent administratif principal des finances publiques

TRAITÉ D'APPORT DE TITRES

ENTRE

Thierry Marquer

(l'« Apporteur »)

ET

L'ORANGE BLEUE EUROPEAN FITNESS

(la « Société Bénéficiaire »)

Le 15 décembre 2016

ENTRE :

1. **Thierry Marquer**, né le 6 mars 1968 à Rennes (35), de nationalité française, demeurant 11 rue Alfred de Musset – 35000 Rennes,

Ci-après l'« **Apporteur** »

ET :

2. **L'ORANGE BLEUE EUROPEAN FITNESS**, société par actions simplifiée, dont le siège social est situé 4 rue du Lieutenant-Colonel Dubois – 35000 Rennes, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro unique d'identification 821 985 876 RCS Rennes,

Ci-après la « **Société Bénéficiaire** »

L'Apporteur et la Société Bénéficiaire sont ci-après dénommés ensemble les « **Parties** » et individuellement une « **Partie** ».

IL A ÉTÉ PRÉALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIT :

- A. À la date de présentes, l'Apporteur détient la pleine propriété de cinq cents (500) parts sociales, numérotées de 1 à 500 (les « **Parts Sociales Apportées** »), sur les mille (1.000) parts sociales qui composent le capital de la société **OB LAMBALLE** (anciennement dénommée **PERFECTOSPORTS**), société à responsabilité limitée, dont le siège social est situé 4D rue du Lieutenant-Colonel Dubois – 35000 Rennes, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro unique d'identification 524 944 956 RCS Rennes.
- B. L'Apporteur a souhaité apporter les Parts Sociales Apportées à la Société Bénéficiaire (l'« **Apport** »), dont l'objet est, tant en France qu'à l'étranger :
- L'exploitation de centres de remise en forme (fitness, stretching, step, cardio, musculation, sauna, hammam, diététique, esthétique, massage et activités connexes et annexes) ;
 - La promotion des activités de loisirs, de détente et de sport, directement ou indirectement, par tous moyens ;
 - Le commerce de vêtements textiles et articles accessoires ;
 - Le négoce de tous produits manufacturés ainsi que tous matériels industriels, et tous produits manufacturés, alimentaires ou non alimentaires ;
 - La création, l'acquisition, la prise en location-gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées ci-dessus ;

- La participation directe ou indirecte à toutes opérations commerciales ou industrielles pouvant se rapporter à l'objet précité, par voie de création de sociétés nouvelles, françaises ou étrangères, d'apports, de souscriptions, achat de titres ou droits sociaux, fusion ou autrement ;
 - Et, plus généralement, la réalisation de toutes opérations, de quelque nature qu'elles soient, juridiques, industrielles, commerciales ou financières se rattachant directement ou indirectement à cet objet ou à tous objets similaires ou connexes, ou pouvant être utiles à cet objet ou de nature à en faciliter la réalisation.
- C. En conséquence, les Parties sont convenues de conclure le présent traité d'apport (le « **Contrat d'Apport** »), dont l'objet est de préciser les conditions et les modalités de l'Apport.
- D. À toutes fins utiles, il est précisé que le Contrat d'Apport présente un intérêt indéniable pour la Société Bénéficiaire qui souhaite rationaliser la structure de son groupe et poursuivre une stratégie de développement et d'expansion de la marque « L'Orange Bleue ».

CECI AYANT ÉTÉ EXPOSÉ, IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – DESCRIPTION ET ÉVALUATION DE L'APPORT

Selon les termes et conditions stipulés aux présentes, l'Apporteur apportera, sous les garanties ordinaires de fait et de droit et sous les conditions suspensives visées à l'article 3 du présent Contrat d'Apport, à la Société Bénéficiaire, qui l'accepte, la pleine propriété de cinq cents (500) parts sociales émises par la société OB LAMBALLE, représentant 50 % du capital et des droits de vote de la société OB LAMBALLE.

OB LAMBALLE est évaluée à cent soixante-neuf mille soixante-et-un euros (169.061 €) et son capital est composé de mille (1.000) parts sociales.

Les Parts Sociales Apportées sont donc évaluées à la somme de quatre-vingt-quatre mille cinq cent trente euros et cinquante centimes (84.530,50 €), arrondie à la somme de quatre-vingt-quatre mille cinq cent trente euros (84.530 €), soit cent soixante-neuf euros et six centimes (169,06 €) par Part Sociale Apportée.

ARTICLE 2 – RÉMUNÉRATION DE L'APPORT

La valeur de la Société Bénéficiaire, permettant de déterminer le nombre d'actions nouvelles émises en rémunération de l'Apport, a été évaluée à deux mille euros (2.000 €) – soit le montant du capital social – la Société Bénéficiaire ayant été récemment constituée. La valeur vénale d'une action de la Société Bénéficiaire est donc égale à sa valeur nominale, soit un euro (1 €).

En conséquence, en rémunération de l'apport en nature des cinq cents (500) parts sociales de la société OB LAMBALLE ci-dessus désigné, évalué à quatre-vingt-quatre mille cinq cent trente euros (84.530 €), il sera attribué à Monsieur Thierry Marquer quatre-vingt-quatre mille cinq cent trente (84.530) actions nouvelles de la Société Bénéficiaire, d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune, entièrement libérées.

ARTICLE 3 – CONDITIONS SUSPENSIVES

L'Apport et l'augmentation de capital subséquente de la Société Bénéficiaire ne deviendront définitifs que sous réserve, et du seul fait de l'approbation par la collectivité des associés de la Société Bénéficiaire (i) de l'apport en nature des Parts Sociales Apportées, de leur évaluation et de leur rémunération, et (ii) de l'augmentation de capital à titre de rémunération de l'Apport et des modifications statutaires corrélatives.

L'Apport et l'augmentation subséquente du capital social de la Société Bénéficiaire seront considérés comme définitivement réalisés à compter de la réalisation des conditions suspensives visées ci-dessus (la « **Date de Réalisation** »).

ARTICLE 4 – PROPRIÉTÉ ET JOUISSANCE

Le transfert de propriété de l'ensemble des Parts Sociales Apportées au profit de la Société Bénéficiaire interviendra à la Date de Réalisation.

Le transfert de propriété visé aux présentes concerne tous les droits attachés aux Parts Sociales Apportées, sans exception ni réserve, y compris celui aux dividendes non encore distribués.

ARTICLE 5 – CHARGES ET CONDITIONS

La Société Bénéficiaire reçoit les Parts Sociales Apportées en ayant toute connaissance de la situation de la société OB LAMBALLE. Elle ne pourra donc demander aucune indemnité pour quelque cause que ce soit.

ARTICLE 6 – DÉCLARATIONS ET GARANTIES DE L'APPORTEUR

L'Apporteur déclare et garantit à la Société Bénéficiaire :

- 6.1. Les Parts Sociales Apportées lui appartiennent en propre et sont libres de tous nantissements, sûretés, droits de tiers, charges ou autre privilège ;
- 6.2. Les Parts Sociales Apportées représentent 50 % du capital et des droits de vote de la société OB LAMBALLE et sont intégralement libérées.
- 6.3. La conclusion et la signature par l'Apporteur du présent Contrat d'Apport, l'exécution par l'Apporteur de ses obligations aux termes dudit Contrat d'Apport ainsi que la réalisation par l'Apporteur des opérations qui y sont décrites ne requièrent pas de l'Apporteur l'obtention d'une quelconque autorisation ou approbation qui n'aurait pas été obtenue à la date des présentes, ni un quelconque enregistrement, dépôt ou déclaration auprès d'une quelconque autorité administrative.

ARTICLE 7 – RÉGIME JURIDIQUE DE L'APPORT

L'Apport constitue un apport à titre pur et simple soumis au régime de droit commun des apports en nature.

ARTICLE 8 – RÉGIME FISCAL DE L'APPORT

L'Apporteur bénéficiera du report d'imposition de plein droit de la plus-value sur les Parts Sociales Apportées, codifié à l'article 150-0 B ter du Code Général des Impôts.

L'Apport sera soumis au droit fixe de 500 euros, en application des articles 809 et 810 du Code Général des Impôts.

ARTICLE 9 – STIPULATIONS DIVERSES

9.1. Formalités légales

La Société Bénéficiaire remplira, dans les délais légaux, toutes formalités légales de publicité et dépôts légaux relatifs à l'Apport.

Elle remplira, d'une manière générale, toutes formalités nécessaires en vue de rendre opposables aux tiers le transfert des Parts Sociales Apportées.

9.2. Frais et honoraires

Tous les frais et honoraires dus au titre de l'Apport, de même que ceux qui en résulteront, seront supportés par la Société Bénéficiaire.

9.3. Élection de domicile

Pour l'exécution du présent Contrat d'Apport ou de tout acte s'y rattachant, les Parties font élection de domicile à l'adresse indiquée en tête des présentes.

9.4. Affirmation de sincérité

Les Parties affirment expressément, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code Général des Impôts, que le Contrat d'Apport exprime l'intégralité de la valeur des Parts Sociales Apportées.

9.5. Droit applicable – compétence juridictionnelle

Le Contrat d'Apport est exclusivement régi et interprété selon le droit français.

Tous litiges relatifs à l'interprétation, l'application, l'exécution ou l'inexécution du présent Contrat d'Apport seront de la compétence exclusive des tribunaux du ressort de la Cour d'appel de Rennes.

9.6. Pouvoirs pour formalités

L'Apporteur et la Société Bénéficiaire confèrent tous pouvoirs au porteur d'un original du présent Contrat d'Apport à l'effet d'accomplir toutes formalités légales de publicité.

* *

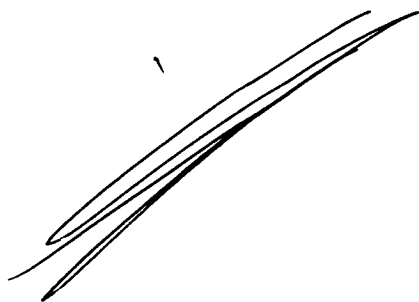
*

[Signatures en page suivante]

Fait à Rennes,
Le 15 décembre 2016
En six (6) exemplaires originaux

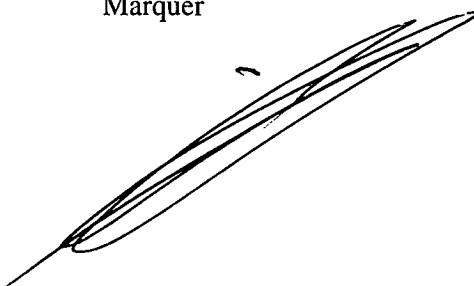
L'Apporteur

Monsieur Thierry Marquer

A handwritten signature in black ink, consisting of several fluid, overlapping strokes that form a cursive script.

La Société Bénéficiaire

L'ORANGE BLEUE EUROPEAN FITNESS
Représentée par GROUPE MARQUER
Elle-même représentée par Monsieur Thierry
Marquer

A handwritten signature in black ink, similar to the one on the left, with multiple overlapping strokes forming a cursive script.

Enregistré à : SIE PARIS 9EME OUEST

Le 05/01/2017 Bordereau n°2017/14 Case n°33

Ext 125

Enregistrement : 125 €

Pénalités :

Total liquidé : cent vingt-cinq euros

Montant reçu : cent vingt-cinq euros

La Contrôleuse des finances publiques u

Pascale DJAMBAZIAN
Contrôleuse des Finances Pub'ques

TRAITÉ D'APPORT DE TITRES

ENTRE

GROUPE MARQUER

(l'« Apporteur »)

ET

L'ORANGE BLEUE EUROPEAN FITNESS

(la « Société Bénéficiaire »)

Le 15 décembre 2016

ENTRE :

1. **GROUPE MARQUER**, société à responsabilité limitée à associé unique, dont le siège social est situé 4 rue du Lieutenant-Colonel Dubois – 35000 Rennes, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro unique d'identification 794 048 975 RCS Rennes,

Ci-après l'« **Apporteur** »

ET :

2. **L'ORANGE BLEUE EUROPEAN FITNESS**, société par actions simplifiée, dont le siège social est situé 4 rue du Lieutenant-Colonel Dubois – 35000 Rennes, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro unique d'identification 821 985 876 RCS Rennes,

Ci-après la « **Société Bénéficiaire** »

L'Apporteur et la Société Bénéficiaire sont ci-après dénommés ensemble les « **Parties** » et individuellement une « **Partie** ».

IL A ÉTÉ PRÉALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIT :

- A. À la date de présentes, l'Apporteur détient la pleine propriété des huit cent soixante-huit (868) parts sociales, numérotées de 1 à 868 (les « **Parts Sociales Apportées** »), qui composent la totalité du capital de la société COCKTAIL FORME, société à responsabilité limitée à associé unique, dont le siège social est situé 4 rue du Lieutenant-Colonel Dubois – 35000 Rennes, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro unique d'identification 409 242 336 RCS Rennes.
- B. L'Apporteur a souhaité apporter les Parts Sociales Apportées à la Société Bénéficiaire (l'« **Apport** »), dont l'objet est, tant en France qu'à l'étranger :
- L'exploitation de centres de remise en forme (fitness, stretching, step, cardio, musculation, sauna, hammam, diététique, esthétique, massage et activités connexes et annexes) ;
 - La promotion des activités de loisirs, de détente et de sport, directement ou indirectement, par tous moyens ;
 - Le commerce de vêtements textiles et articles accessoires ;
 - Le négoce de tous produits manufacturés ainsi que tous matériels industriels, et tous produits manufacturés, alimentaires ou non alimentaires ;
 - La création, l'acquisition, la prise en location-gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées ci-dessus ;
 - La participation directe ou indirecte à toutes opérations commerciales ou industrielles pouvant se rapporter à l'objet précité, par voie de création de sociétés nouvelles, françaises

ou étrangères, d'apports, de souscriptions, achat de titres ou droits sociaux, fusion ou autrement ;

- Et, plus généralement, la réalisation de toutes opérations, de quelque nature qu'elles soient, juridiques, industrielles, commerciales ou financières se rattachant directement ou indirectement à cet objet ou à tous objets similaires ou connexes, ou pouvant être utiles à cet objet ou de nature à en faciliter la réalisation.

C. En conséquence, les Parties sont convenues de conclure le présent traité d'apport (le « **Contrat d'Apport** »), dont l'objet est de préciser les conditions et les modalités de l'Apport.

D. À toutes fins utiles, il est précisé que le Contrat d'Apport présente un intérêt indéniable pour la Société Bénéficiaire qui souhaite rationaliser la structure de son groupe et poursuivre une stratégie de développement et d'expansion de la marque « L'Orange Bleue ». L'Apporteur souhaite également, quant à lui, rationaliser la structure de son groupe.

CECI AYANT ÉTÉ EXPOSÉ, IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – MÉTHODE D'ÉVALUATION UTILISÉE

1.1. Le règlement n° 2004-01 du 4 mai 2004 du Comité de la réglementation comptable relatif au traitement comptable des fusions et opérations assimilées, tel que modifié par le règlement n° 2005-09 du 3 novembre 2005, et le règlement n° 2014-3 du 5 juin 2014 relatif au Plan Comptable Général (ensemble, les « **Règlements** ») sont applicables « *à la comptabilisation dans les comptes individuels, de toutes les opérations de fusion et opérations assimilées rémunérées par des titres et retracées dans un traité d'apport prévu à l'article L.236-6 du Code de commerce* ».

Constituent notamment des opérations assimilées entrant dans le champ d'application des Règlements les apports de titres de participation représentatifs du contrôle, c'est-à-dire notamment du contrôle conjoint ou contrôle exclusif.

En application des règles prévues par les Règlements, l'apport des Parts Sociales Apportées n'impliquant pas de modification de contrôle, les Parts Sociales Apportées sont transmises pour la valeur nette comptable.

Il est précisé qu'en l'espèce, l'actif net comptable apporté est insuffisant pour permettre la libération du capital.

En principe, conformément aux Règlements, lorsque les apports sont évalués à la valeur nette comptable et que l'actif net comptable apporté est insuffisant pour permettre la libération du capital, les valeurs réelles des éléments apportés doivent être retenues. Toutefois, conformément aux Règlements, cette dérogation n'est pas applicable en l'espèce, la Société Bénéficiaire n'ayant pas d'activité préexistante.

Aussi, afin de réaliser l'Apport à la valeur comptable malgré un actif net insuffisant, il sera procédé à une réduction de capital visant à ramener le montant de l'augmentation de capital au titre de l'Apport à la valeur comptable dudit Apport (cf. articles 3.3 et 3.4 ci-dessous).

1.2. Concernant la détermination de la rémunération de l'Apport, elle est effectuée sur la base de la valeur réelle des Parts Sociales Apportées et de la valeur réelle de la Société Bénéficiaire.

ARTICLE 2 – DESCRIPTION ET ÉVALUATION DE L'APPORT

Selon les termes et conditions stipulés aux présentes, l'Apporteur apportera, sous les garanties ordinaires de fait et de droit et sous les conditions suspensives visées à l'article 4 du présent Contrat d'Apport, à la Société Bénéficiaire, qui l'accepte, la pleine propriété de huit cent soixante-huit (868) parts sociales émises par la société COCKTAIL FORME, représentant 100 % du capital et des droits de vote de la société COCKTAIL FORME.

La valeur nette comptable de la société COCKTAIL FORME est égale à six cent quatre-vingt-deux mille euros (682.000 €).

Toutefois, pour les besoins de la détermination de la rémunération de l'Apport, et conformément aux stipulations de l'article 1.2 ci-dessus, COCKTAIL FORME est évaluée à un million quatre-vingt-quatre mille cent quatre-vingt-sept euros (1.084.187 €) et son capital est composé de huit cent soixante-huit parts (868) sociales.

Les Parts Sociales COCKTAIL FORME sont donc évaluées à la somme de un million quatre-vingt-quatre mille cent quatre-vingt-sept euros (1.084.187 €), soit environ mille deux cent quarante-neuf euros et six centimes (1.249,06 €) par Part Social COCKTAIL FORME.

ARTICLE 3 – RÉMUNÉRATION DE L'APPORT

3.1. Il est précisé que la Société Bénéficiaire procèdera aux opérations suivantes (les « **Opérations Préalables** ») avant l'approbation de l'Apport :

- une augmentation de capital d'un montant de soixante-dix-huit mille sept cent quatre-vingt euros (78.780 €), par émission d'actions nouvelles, dont l'émission a été réservée au profit de l'Apporteur,
- une augmentation de capital d'un montant de soixante-dix-huit mille quatre cent soixante-huit euros (78.468 €), par émission d'actions nouvelles, dont l'émission a été réservée au profit de la société JOBBER, associé de la Société Bénéficiaire, et
- l'apport par l'Apporteur, Monsieur Thierry Marquer et la société JOBBER de leurs participations dans le capital de certaines sociétés du groupe L'Orange Bleue.

En conséquence, la valeur de la Société Bénéficiaire, permettant de déterminer le nombre d'actions nouvelles émises en rémunération de l'Apport, a été évaluée à un million trois cent dix-huit mille euros (1.318.000 €) – soit le montant du capital social après réalisation des Opérations Préalables. À toutes fins utiles, il est précisé que la Société Bénéficiaire a été valorisée au montant de son capital social, celle-ci ayant été récemment constituée. La valeur vénale d'une action de la Société Bénéficiaire est donc égale à sa valeur nominale, soit un euro (1 €).

3.2. Sur la base des valeurs réelles de la Société Bénéficiaire et de la société COCKTAIL FORME, en rémunération de l'apport en nature des huit cent soixante-huit (868) parts sociales de la société COCKTAIL FORME ci-dessus désigné, il devrait être attribué à la société GROUPE MARQUER million quatre-vingt-quatre mille cent quatre-vingt-sept (1.084.187) actions nouvelles de la Société Bénéficiaire, d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune, entièrement libérées.

- 3.3. Afin de se conformer à la réglementation comptable pour permettre la libération de l'augmentation de capital (cf. article 1.1 ci-dessus), préalablement à la réalisation de l'Apport, mais après réalisation des Opérations Préalables, il sera procédé à une réduction de capital de la Société Bénéficiaire d'un montant de cinq cent mille huit cent quarante euros (500.840 €), par voie de diminution de la valeur nominale des actions, pour la porter de un euro (1 €) à soixante-deux centimes (0,62 €) et création corrélative d'une prime d'émission de cinq cent mille huit cent quarante euros (500.840 €) (la « **Réduction de Capital** »).
- 3.4. En conséquence, en retenant un rapport d'échange calculé sur la base de la valeur réelle, en rémunération de l'apport en nature des huit cent soixante-huit (868) parts sociales de la société COCKTAIL FORME ci-dessus désigné, il sera attribué à la société GROUPE MARQUER un million cent quatre-vingt-quatre mille cent quatre-vingt-sept (1.084.187) actions nouvelles de la Société Bénéficiaire, de soixante-deux centimes (0,62 €) de valeur nominale chacune, entièrement libérées.

Une prime d'apport de neuf mille huit cent quatre euros et six centimes (9.804,06 €) sera inscrite à un compte passif du bilan de la Société Bénéficiaire, sur lequel porteront les droits des associés anciens et nouveaux et qui pourra recevoir toute affectation décidée par les associés.

ARTICLE 4 – CONDITIONS SUSPENSIVES

L'Apport et l'augmentation de capital subséquente de la Société Bénéficiaire ne deviendront définitifs que sous réserve, (i) de la réalisation de la Réduction de Capital et (ii) du seul fait de l'approbation par la collectivité des associés de la Société Bénéficiaire (α) de l'apport en nature des Parts Sociales Apportées, de leur évaluation et de leur rémunération, et (β) de l'augmentation de capital à titre de rémunération de l'Apport et des modifications statutaires corrélatives.

L'Apport et l'augmentation subséquente du capital social de la Société Bénéficiaire seront considérés comme définitivement réalisés à compter de la réalisation des conditions suspensives visées ci-dessus (la « **Date de Réalisation** »).

ARTICLE 5 – PROPRIÉTÉ ET JOUISSANCE

Le transfert de propriété de l'ensemble des Parts Sociales Apportées au profit de la Société Bénéficiaire interviendra à la Date de Réalisation.

Le transfert de propriété visé aux présentes concerne tous les droits attachés aux Parts Sociales Apportées, sans exception ni réserve, y compris celui aux dividendes non encore distribués.

ARTICLE 6 – CHARGES ET CONDITIONS

La Société Bénéficiaire reçoit les Parts Sociales Apportées en ayant toute connaissance de la situation de la société COCKTAIL FORME. Elle ne pourra donc demander aucune indemnité pour quelque cause que ce soit.

ARTICLE 7 – DÉCLARATIONS ET GARANTIES DE L'APPORTEUR

L'Apporteur déclare et garantit à la Société Bénéficiaire :

- 7.1. Les Parts Sociales Apportées lui appartiennent en propre et sont libres de tous nantissements, sûretés, droits de tiers, charges ou autre privilège.

- 7.2. Les Parts Sociales Apportées représentent 100 % du capital et des droits de vote de la société COCKTAIL FORME et sont intégralement libérées.
- 7.3. La conclusion et la signature par l'Apporteur du présent Contrat d'Apport, l'exécution par l'Apporteur de ses obligations aux termes dudit Contrat d'Apport ainsi que la réalisation par l'Apporteur des opérations qui y sont décrites ne requièrent pas de l'Apporteur l'obtention d'une quelconque autorisation ou approbation qui n'aurait pas été obtenue à la date des présentes, ni un quelconque enregistrement, notification, dépôt ou déclaration auprès d'une quelconque autorité administrative.
- 7.4. La conclusion et la signature par l'Apporteur du présent Contrat d'Apport est utile à la réalisation de son objet.

ARTICLE 8 – RÉGIME JURIDIQUE DE L'APPORT

L'Apport constitue un apport à titre pur et simple soumis au régime de droit commun des apports en nature.

ARTICLE 9 – RÉGIME FISCAL DE L'APPORT

9.1. Dispositions générales

Les Parties déclarent que :

- L'Apporteur et la Société Bénéficiaire sont des sociétés ayant leur siège social en France et y sont passibles de l'impôt sur les sociétés.
- L'Apport n'emporte pas dissolution de l'Apporteur.
- Les Parties entendent placer le présent Apport sous le régime fiscal de faveur des fusions édicté, sur renvoi de l'article 210 B du Code général des impôts, par l'article 210 A du Code général des impôts en matière d'impôt sur les sociétés.

En effet, l'Apport porte sur plus de 50% du capital des sociétés dont les titres sont apportés et constitue à ce titre un apport partiel d'actif au sens de la réglementation fiscale bénéficiant du régime fiscal de faveur prévu à l'article 210 B du CGI.

- L'Apport prend effet comptable et fiscal à la Date de Réalisation.
- Les représentants de l'Apporteur et la Société Bénéficiaire s'engagent, *es qualités*, à se conformer à l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires en vigueur en ce qui concerne les déclarations devant être établies en matière d'impôt sur les sociétés et de tous autres impôts et taxes résultant de la réalisation définitive de l'Apport.

9.2 Impôt sur les sociétés

L'Apporteur prend l'engagement :

- de conserver pendant trois ans les titres remis en contrepartie de l'Apport ; et
- de calculer les plus-values de cession afférentes à ces mêmes titres par référence à la valeur que les biens apportés avaient dans ses propres écritures.

La Société Bénéficiaire prend les engagements suivants, pour autant qu'ils soient applicables à la situation d'espèce :

- reprendre à son passif les provisions se rapportant à la branche d'activité dont l'imposition est différée, et qui ne deviennent pas sans objet du fait de l'apport ;
- se substituer, le cas échéant, à l'Apporteur pour la réintégration des résultats dont la prise en compte avait été différée pour l'imposition de cette dernière à raison des biens compris dans la branche d'activité ;
- calculer les plus-values réalisées ultérieurement à l'occasion de la cession des immobilisations non amortissables reçues dans le cadre de l'Apport, ou des biens qui leur sont assimilés en application des dispositions du 6 de l'article 210 A du Code général des impôts, d'après la valeur que ces biens avaient du point de vue fiscal dans les écritures de l'Apporteur, à la date de prise d'effet de l'apport ;
- réintégrer dans ses bénéfices imposables à l'impôt sur les sociétés, dans les conditions et délais fixés à l'article 210 A, 3, d du Code général des impôts, les plus-values dégagées lors de l'Apport sur les actifs amortissables afférents à la branche d'activité et transmis par l'Apporteur ; étant spécifié à cet égard qu'en vertu des dispositions de l'article 210 A, 3, d précité, la cession de l'un des biens amortissables reçus entraînera l'imposition immédiate de la fraction de la plus-value afférente à ce bien qui n'aurait pas encore été réintégrée à la date de ladite cession (la cession s'entendant de toute opération de vente, apport, mise au rebut, etc.) ;
- inscrire à son bilan les éléments autres que les immobilisations ou que les biens qui leur sont assimilés en application des dispositions du 6 de l'article 210 A du Code général des impôts, pour la valeur qu'ils avaient du point de vue fiscal, dans les écritures de l'Apporteur. A défaut, la Société Bénéficiaire devra comprendre dans ses résultats de l'exercice au cours duquel intervient l'Apport le profit correspondant à la différence entre la nouvelle valeur de ces éléments et la valeur qu'ils avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures de l'Apporteur ;
- accomplir les obligations déclaratives prévues à l'article 54 septies du Code général des impôts et joindre à sa déclaration de résultat un état conforme au modèle fourni par l'administration (dit « état de suivi des plus-values ») faisant apparaître, pour chaque nature d'élément, les renseignements nécessaires au calcul du résultat imposable de la cession ultérieure des éléments considérés, et contenant les mentions précisées par l'article 38 quindecies de l'annexe III au Code général des impôts et à tenir le registre de suivi des plus-values sur les éléments d'actif non amortissables donnant lieu au report d'imposition prévu par l'article 54 septies, II du Code général des impôts.

9.3 Enregistrement

Les Parties déclarent soumettre l'Apport au régime de l'article 810 du Code général des impôts. En conséquence, l'Apport sera soumis à un droit fixe d'enregistrement de 500 euros.

Les Parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité de la rémunération de l'Apport et du passif pris en charge à ce titre.

ARTICLE 10 – STIPULATIONS DIVERSES

10.1. Formalités légales

La Société Bénéficiaire remplira, dans les délais légaux, toutes formalités légales de publicité et dépôts légaux relatifs à l'Apport.

Elle remplira, d'une manière générale, toutes formalités nécessaires en vue de rendre opposables aux tiers le transfert des Parts Sociales Apportées.

10.2. Frais et honoraires

Tous les frais et honoraires dus au titre de l'Apport, de même que ceux qui en résulteront, seront supportés par la Société Bénéficiaire.

10.3. Élection de domicile

Pour l'exécution du présent Contrat d'Apport ou de tout acte s'y rattachant, les Parties font élection de domicile à l'adresse indiquée en tête des présentes.

10.4. Affirmation de sincérité

Les Parties affirment expressément, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code Général des Impôts, que le Contrat d'Apport exprime l'intégralité de la valeur des Parts Sociales Apportées.

10.5. Droit applicable – compétence juridictionnelle

Le Contrat d'Apport est exclusivement régi et interprété selon le droit français.

Tous litiges relatifs à l'interprétation, l'application, l'exécution ou l'inexécution du présent Contrat d'Apport seront de la compétence exclusive des tribunaux du ressort de la Cour d'appel de Rennes.

10.6. Pouvoirs pour formalités

L'Apporteur et la Société Bénéficiaire confèrent tous pouvoirs au porteur d'un original du présent Contrat d'Apport à l'effet d'accomplir toutes formalités légales de publicité.

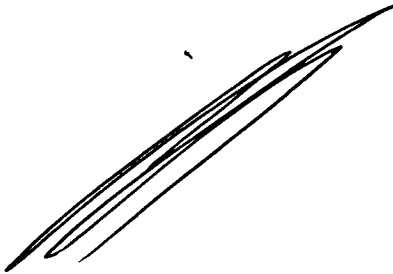
* *

*

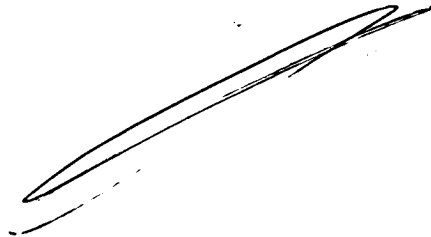
[Signatures en page suivante]

Fait à Rennes,
Le 15 décembre 2016
En six (6) exemplaires originaux

L'Apporteur
GROUPE MARQUER
Représentée par Monsieur Thierry Marquer



La Société Bénéficiaire
L'ORANGE BLEUE EUROPEAN FITNESS
Représentée par GROUPE MARQUER
Elle-même représentée par Monsieur Thierry
Marquer



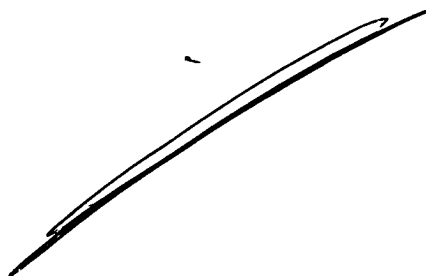
L'ORANGE BLEUE EUROPEAN FITNESS
Société par actions simplifiée au capital de 1.318.000 € euros
Siège social : 4 rue du Lieutenant-Colonel Dubois – 35000 Rennes
821 985 876 RCS Rennes

STATUTS

Mis à jour suite aux décisions de l'Assemblée Générale en date du 15 décembre 2016

**Certifiés conformes par le Président
GROUPE MARQUER**

Représentée par Monsieur Thierry Marquer



TITRE 1

FORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE - DUREE

ARTICLE 1 – FORME

La société (la "**Société**") est une société par actions simplifiée (SAS) régie par les lois et règlements en vigueur ainsi que par les présents statuts.

La Société fonctionne indifféremment avec un ou plusieurs associés. En cas de réunion de toutes les actions en une seule main, les pouvoirs de l'assemblée des associés sont exercés par l'associé unique.

ARTICLE 2 – OBJET

La Société a pour objet tant en France qu'à l'étranger :

- L'exploitation de centres de remise en forme (fitness, stretching, step, cardio, musculation, sauna, hammam, diététique, esthétique, massage et activités connexes et annexes) ;
- La promotion des activités de loisirs, de détente et de sport, directement ou indirectement, par tous moyens ;
- Le commerce de vêtements textiles et articles accessoires ;
- Le négoce de tous produits manufacturés ainsi que tous matériels industriels, et tous produits manufacturés, alimentaires ou non alimentaires ;
- La création, l'acquisition, la prise en location-gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées ci-dessus ;
- La participation directe ou indirecte à toutes opérations commerciales ou industrielles pouvant se rapporter à l'objet précité, par voie de création de sociétés nouvelles, françaises ou étrangères, d'apports, de souscriptions, achat de titres ou droits sociaux, fusion ou autrement ;
- Et, plus généralement, la réalisation de toutes opérations, de quelque nature qu'elles soient, juridiques, industrielles, commerciales ou financières se rattachant directement ou indirectement à cet objet ou à tous objets similaires ou connexes, ou pouvant être utiles à cet objet ou de nature à en faciliter la réalisation.

ARTICLE 3 – DÉNOMINATION SOCIALE

La dénomination de la Société est : **L'Orange Bleue European Fitness**

Les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, doivent indiquer la dénomination sociale précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots "société par actions simplifiée" ou des initiales "SAS" et de l'énonciation du montant du capital social. En outre, doivent être indiqués le siège social, le greffe du tribunal auprès duquel la Société est immatriculée à titre principal au Registre du Commerce et des Sociétés et le numéro d'identification qu'elle a reçu.

ARTICLE 4 – SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à l'adresse suivante : 4 rue du Lieutenant-Colonel Dubois – 35000 Rennes.

Il peut être transféré en tout autre lieu en France par décision du Président, lequel est habilité à modifier les statuts en conséquence.

ARTICLE 5 – DUREE

La durée de la Société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) ans à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf cas de dissolution anticipée ou prorogation.

TITRE 2 APPORTS – CAPITAL – ACTIONS

ARTICLE 6 – APPORTS

6.1. Au titre de la constitution de la Société :

- la société GROUPE MARQUER apporte 1.000 €, correspondant à la souscription de 1.000 actions,
- la société JOBBER apporte 1.000 €, correspondant à la souscription de 1.000 actions,

Soit la somme totale de deux mille euros (2.000 €).

Ladite somme de deux mille euros (2.000 €) a été déposée avant l'immatriculation de la Société pour le compte de la Société en formation et correspond à la souscription et à la libération de l'intégralité des deux mille (2.000) actions ordinaires d'un euro (1 €) chacune, ainsi que l'atteste le certificat du dépositaire établi par la banque BNP Centre d'affaires Entreprises située Parc Edonia Bâtiment D CS 66, 835 rue de la Terre Victoria – 35768 Saint Grégoire Cedex.

6.2. Par décisions en date du 15 décembre 2016, l'Assemblée Générale des Associés :

- A décidé d'augmenter le capital social d'un montant de cent cinquante-sept mille deux cent quarante-huit euros (157.248 €) par émission de 157.248 actions nouvelles d'une valeur nominale d'un euro (1 €) chacune, pour le porter de deux mille euros (2.000 €) à cent cinquante-neuf mille deux cent quarante-huit euros (159.248 €)
- A approuvé l'apport par GROUPE MARQUER des parts sociales qu'elle détenait dans le capital des sociétés OB SAINT MEEN, OB GOUESNOU, OB MANTES, OB TOURS NORD, OB TOURS CENTRE, OB SAINT JACQUES, OB CHENOVE, OB AURAY SENE, OB BAIN DE BRETAGNE, OB LA FLECHE et OB BUC.

En rémunération de cet apport, évalué à la somme globale de quatre cent quatre-vingt-quatorze mille huit cent quarante-six euros (494.846 €), le capital a été augmenté de quatre cent quatre-vingt-quatorze mille huit cent quarante-six euros (494.846 €) par émission de quatre cent quatre-vingt-quatorze mille huit cent quarante-six (494.846) actions nouvelles, intégralement libérées, pour être porté de cent cinquante-neuf mille deux cent quarante-huit euros (159.248 €) à six cent cinquante-quatre mille quatre-vingt-quatorze mille euros (654.094 €) représenté par six cent cinquante-quatre mille quatre-vingt-quatorze mille (654.094) actions d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune.

- A approuvé l'apport par JOBBER des parts sociales qu'elle détenait dans le capital des sociétés OB SAINT MEEN, OB GOUESNOU, OB MANTES, OB TOURS NORD, OB TOURS CENTRE, OB SAINT JACQUES, OB CHENOVE, OB AURAY SENE, OB BAIN DE BRETAGNE, OB LA FLECHE, OB LAMBALLE et OB BUC.

En rémunération de cet apport, évalué à la somme globale de cinq cent soixante-dix-neuf mille trois cent soixante-seize euros (579.376 €), le capital a été augmenté de cinq cent soixante-dix-neuf mille trois cent soixante-seize euros (579.376 €) par émission de cinq cent soixante-dix-neuf mille trois cent soixante-seize (579.376) actions nouvelles, intégralement libérées, pour être porté de six cent cinquante-quatre mille quatre-vingt-quatorze mille euros (654.094 €) à un million deux cent trente-trois mille quatre cent soixante-dix euros (1.233.470 €) représenté par un million deux cent trente-trois mille quatre cent soixante-dix (1.233.470) actions d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune.

- A approuvé l'apport par Monsieur Thierry Marquer des parts sociales qu'il détenait dans le capital de la société OB LAMBALLE.

En rémunération de cet apport, évalué à la somme de quatre-vingt-quatre mille cinq cent trente euros (84.530 €), le capital a été augmenté de quatre-vingt-quatre mille cinq cent trente euros (84.530 €) par émission de quatre-vingt-quatre mille cinq cent trente (84.530) actions nouvelles, intégralement libérées, pour être porté de un million deux cent trente-trois mille quatre cent soixante-dix euros (1.233.470 €) à un million trois cent dix-huit mille euros (1.318.000 €) représenté par un million trois cent dix-huit mille (1.318.000) actions d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune.

ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de un million trois cent dix-huit mille euros (1.318.000 €).

Il est divisé en un million trois cent dix-huit mille (1.318.000) actions d'une valeur nominale d'un euro (1 €) chacune, toutes de même catégorie et intégralement libérées.

ARTICLE 8 – MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti dans les conditions prévues par la loi, par une décision collective des associés.

Les associés peuvent déléguer au Président la compétence ou les pouvoirs nécessaires à l'effet de procéder à l'augmentation de capital, en une ou plusieurs fois, d'en fixer les modalités et de modifier corrélativement les statuts dès qu'elle sera réalisée.

Les associés ont, proportionnellement à leur participation dans le capital, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital. Toutefois, les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription. De plus, les associés peuvent supprimer le droit préférentiel de souscription, en tout ou partie, par une décision collective des associés dans les conditions légales.

Les associés peuvent aussi, dans les conditions et selon les modalités fixées par la loi, autoriser ou décider la réduction du capital pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, étant rappelé qu'en aucun cas la réduction du capital ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

ARTICLE 9 – ACTIONS

9.1 FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives. La propriété des actions émises par la Société résulte de leur inscription au nom du titulaire sur les comptes d'associés et sur un registre côté et paraphé dénommé « registre des mouvements de titres », tenu selon un ordre chronologique par la Société ou par un mandataire désigné à cet effet, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Tout associé peut demander la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

9.2 TRANSMISSION DES ACTIONS

Chaque associé peut céder ou transmettre librement ses actions à un autre associé ou à un tiers, sous réserve de toute convention conclue entre les associés.

La transmission des actions s'opère par virement de compte à compte sur production d'un ordre de mouvement de titres. Ce mouvement est inscrit sur le registre des mouvements de titres.

La Société est tenue de procéder à l'enregistrement de tout transfert de titres dès réception de l'ordre de mouvement de titres correspondant. L'inscription du transfert de propriété des titres est effectuée à la date convenue entre les parties et notifiée à la Société.

9.3 DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHÉS AUX ACTIONS

Chaque action donne droit, dans les bénéfices, l'actif social et le boni de liquidation, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente. Elle donne en outre droit au vote et à la représentation lors des décisions collectives, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication des documents sociaux expressément prévus par la loi et par les statuts.

Les associés ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent l'action quel qu'en soit le titulaire. La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions des associés.

ARTICLE 10 – COMPTES COURANTS

Les associés peuvent mettre ou laisser à la disposition de la Société, toutes sommes produisant ou non intérêts, dont celle-ci peut avoir besoin.

Les modalités de ces prêts sont arrêtées par accord entre le Président et l'intéressé.

TITRE 3

ADMINISTRATION DE LA SOCIETE

ARTICLE 11 – PRÉSIDENT

11.1 NOMINATION

La Société est représentée et dirigée par un Président qui peut être une personne physique ou une personne morale, associé ou non.

Le Président est nommé par la collectivité des associés qui fixe la durée de son mandat, qui peut être déterminée ou non, détermine sa rémunération et, le cas échéant, les limitations de ses pouvoirs.

Si le Président est une personne morale, il devra être représenté par son représentant légal ou toute autre personne physique spécialement habilitée à le représenter. Les représentants de la personne morale nommée Président sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils représentent.

Lorsque la personne morale révoque le mandat de son représentant permanent, elle est tenue de pourvoir rapidement à son remplacement. Il en est de même en cas de décès ou de démission du représentant permanent.

11.2 POUVOIRS

Le Président représente la Société à l'égard des tiers et est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par les dispositions légales et les statuts aux associés.

La Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte excédait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Le Président peut déléguer à toute personne de son choix, avec ou sans faculté de subdéléguer, certains de ses pouvoirs pour l'exercice de fonctions spécifiques ou l'accomplissement de certains actes.

11.3 FIN DES FONCTIONS

Les fonctions du Président prennent fin au terme de son mandat, par sa démission, son interdiction de gérer, son incapacité ou sa révocation, son décès s'il est une personne physique, ou sa dissolution s'il est une personne morale.

Le Président est révocable, pour juste motif, par la collectivité des associés.

11.4 REMUNERATION

Le Président peut recevoir, pour l'exercice de ses fonctions, une rémunération qui est fixée et peut être modifiée par la collectivité des associés.

Le Président a droit, sur présentation de justificatifs, au remboursement de ses frais engagés dans le cadre de l'exercice de son mandat.

ARTICLE 12 – DIRECTION GÉNÉRALE

12.1 NOMINATION

Un ou plusieurs Directeurs Généraux de la Société, personne physique ou morale, associé ou non, peuvent être désignés par la collectivité des associés qui fixe la durée de leurs mandats, qui peut être déterminée ou non, détermine leur rémunération et, le cas échéant, les limitations de leurs pouvoirs.

Si un Directeur Général est une personne morale, il devra être représenté par son représentant légal ou toute autre personne physique spécialement habilitée à le représenter. Les représentants de la personne morale nommée Directeur Général sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Directeur Général en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils représentent.

Lorsque la personne morale révoque le mandat de son représentant permanent, elle est tenue de pourvoir rapidement à son remplacement. Il en est de même en cas de décès ou de démission du représentant permanent.

12.2 POUVOIRS

Le Directeur Général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par les dispositions légales et les statuts aux associés.

Il représente la Société dans ses rapports avec les tiers. La Société est engagée même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte excédait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

12.3 FIN DES FONCTIONS

Les fonctions du Directeur Général prennent fin au terme de son mandat, par sa démission, son interdiction de gérer, son incapacité ou sa révocation, son décès s'il est une personne physique, ou sa dissolution s'il est une personne morale.

Le Directeur Général est révocable, pour juste motif, par la collectivité des associés.

12.4 REMUNERATION

Le Directeur Général peut recevoir, pour l'exercice de ses fonctions, une rémunération qui est fixée et peut être modifiée par la collectivité des associés.

Le Directeur Général a droit, sur présentation de justificatifs, au remboursement de ses frais engagés dans le cadre de l'exercice de son mandat.

TITRE 4

CONVENTIONS REGLEMENTEES

ARTICLE 13 – CONVENTIONS AVEC LA SOCIETE

13.1 CONVENTIONS INTERDITES

A peine de nullité du contrat, il est interdit au Président et aux dirigeants de la Société, de contracter sous quelque forme que ce soit des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner par elle leurs engagements envers des tiers. La même interdiction s'applique aux conjoints, ascendants et descendants du Président et des dirigeants de la Société ainsi qu'à toute personne interposée.

13.2 CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

En cas de pluralité d'associés, toutes conventions, autres que celles portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales, intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants ou l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société associée, la Société la contrôlant au sens de la réglementation en vigueur, sont portées à la connaissance du Président ou, le cas échéant, des Commissaires aux comptes, de la Société qui doit(vent) établir un rapport sur ces conventions.

Les associés statuent sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur les comptes de l'exercice durant lequel les conventions sont intervenues.

Toutefois et par dérogation, lorsque la Société ne comprend qu'un seul associé, il est seulement fait mention, au registre des décisions, des conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la Société et son/ses dirigeant(s).

TITRE 5

DECISIONS COLLECTIVES

ARTICLE 14 – COMPETENCE DES ASSOCIES

En cas de pluralité d'associés, la collectivité des associés est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :

- (a) augmentation, amortissement ou réduction de capital de la Société ;
- (b) émission de toutes autres valeurs mobilières ;
- (c) nomination du (des) Commissaire(s) aux comptes titulaire(s) et suppléant(s) ;
- (d) approbation des comptes annuels et affectation du résultat ;
- (e) fusion, scission, apport partiel d'actifs soumis au régime des scissions ;
- (f) continuation de la Société malgré la perte de plus de la moitié du capital social ;
- (g) transformation de la Société ;
- (h) modification des statuts (à l'exception du transfert du siège social dans un autre lieu en France) ;
- (i) nomination et révocation du Président et fixation de la durée de son mandat et de sa rémunération ;
- (j) nomination et révocation du ou des Directeurs Généraux, de la durée de leur mandat et de leur rémunération ;
- (k) approbation des conventions réglementées visées à l'article 13.2 ;
- (l) nomination du liquidateur et toutes décisions relatives aux opérations de liquidation de la Société ;

(m) dissolution ou prorogation de la Société.

Les décisions prises par la collectivité des associés obligent tous les associés, même absents, dissidents ou incapables.

En cas d'associé unique, celui-ci exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés. Il ne peut déléguer ses pouvoirs. Ses décisions sont constatées, comme celles des Assemblées, par des procès-verbaux signés par lui et répertoriés dans un registre coté et paraphé comme les registres d'assemblées.

ARTICLE 15 – MODALITES DES DECISIONS

Les décisions de la collectivité des associés sont prises à l'initiative du Président ou du Directeur Général.

En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives sont prises, au choix du Président ou de l'auteur de la convocation, soit en assemblée générale, soit par consultation écrite, soit par décision unanime constatée dans un acte.

Les décisions collectives, y compris celles modifiant les statuts, sont prises à la majorité des voix des associés présents ou représentés, à l'exception de celles qui résultent du consentement de tous les associés exprimé dans un acte et celles qui, selon la loi ou les statuts, doivent être impérativement prises à l'unanimité.

Chaque action donne droit à une voix.

ARTICLE 16 - ASSEMBLÉES D'ASSOCIÉS

16.1 CONVOCATION

Les associés se réunissent sur convocation du Président ou du Directeur Général, au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation, en France ou à l'étranger.

Le(s) Commissaire(s) aux comptes éventuellement désigné(s) ou un mandataire de justice peuvent également convoquer l'assemblée des associés dans les conditions et modalités prévues par la loi.

La convocation des associés et, le cas échéant, du(des) Commissaire(s) aux comptes, est faite par tous moyens écrits huit (8) jours calendaires au moins avant la date de la réunion. Elle indique le jour, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de l'assemblée. Toutefois, l'assemblée peut se réunir sans délai si tous les associés sont présents ou représentés.

16.2 DEMANDE D'INSCRIPTION DE PROJETS DE RÉSOLUTION – ORDRE DU JOUR DE L'ASSEMBLÉE

Tout associé et, le cas échéant, le Comité d'entreprise, par la voie d'un représentant désigné à cet effet, peuvent requérir l'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour des assemblées des associés.

Cette demande est adressée par lettre recommandée avec accusé de réception ou lettre remise en mains propres contre décharge, trois (3) jours calendaires au moins avant l'assemblée. Elle doit être accompagnée des projets de résolutions et d'un bref exposé des motifs. Les projets de résolutions doivent obligatoirement être limités à la nature de l'assemblée qui doit être convoquée.

Le Président de la Société accuse, sans délai, réception des projets de résolutions par lettre recommandée avec accusé de réception. Les projets sont inscrits à l'ordre du jour et soumis au vote des associés.

16.3 PRESIDENCE – SECRETAIRE

L'assemblée est présidée par l'auteur de la convocation ou, en son absence, par un associé désigné par l'assemblée. Un secrétaire, que l'assemblée peut choisir en dehors des associés, assiste le président de séance.

16.4 REPRESENTATION

Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'assemblée par un autre associé. Chaque associé peut disposer d'un nombre illimité de pouvoirs. Les pouvoirs peuvent être donnés par tous moyens écrits.

16.5 TELECONFERENCE

Tout associé peut participer à une assemblée par téléconférence (conférence téléphonique ou visioconférence) ou par tout moyen de communication similaire, à condition que le moyen en cause réponde à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion de l'assemblée et dont les délibérations sont retransmises de façon continue.

L'associé participant à la réunion par ces moyens est réputé présent pour le calcul de la majorité.

ARTICLE 17 – CONSULTATIONS ECRITES

Lorsque la décision est prise par consultation écrite, le texte des résolutions proposées est adressé à chaque associé par tout moyen écrit, accompagné d'un bulletin de vote.

Les associés disposent d'un délai de dix (10) jours calendaires de leur réception pour adresser par écrit au Président leur acceptation ou leur refus, par lettre recommandée avec accusé de réception ou lettre remise en mains propres contre décharge. Tout associé n'ayant pas fait parvenir sa réponse dans le délai ci-dessus sera considéré comme ayant approuvé la ou les résolutions proposées.

Les décisions ne sont valablement prises que si la moitié au moins des associés a renvoyé son bulletin de vote.

ARTICLE 18 – DÉCISIONS UNANIMES

Lorsque les décisions collectives sont prises sous la forme de décisions unanimes, elles peuvent s'exprimer dans un acte authentique ou sous seing privé, signé par tous les associés.

ARTICLE 19 – PROCES-VERBAUX

Quel que soit le mode de consultation choisi, les décisions de la collectivité des associés ou, le cas échéant, les décisions de l'associé unique, doivent être constatées par écrit dans des procès-verbaux établis par le Président et retranscrits sur un registre spécial ou sur des feuillets mobiles numérotés.

Ils sont signés par l'associé unique ou par les associés ayant participé à la décision et, dans l'hypothèse de la tenue d'une assemblée générale, par le Président de séance et le secrétaire de l'assemblée.

Les procès-verbaux indiquent la date, le lieu et les modalités de la réunion, les noms, prénoms et qualité du président de séance, les noms des associés présents et représentés, les documents et informations remis aux associés, un résumé des débats ainsi que le texte des résolutions mises aux voix et, sous chaque résolution, le sens du vote de chacun des associés.

Si la réunion a fait intervenir des moyens de téléconférence ou d'autres moyens modernes de transmission visés ci-dessus, le procès-verbal devra faire état de la survenance de tout incident technique relatif à l'utilisation de ce moyen lorsque cet incident aura perturbé le déroulement de la séance.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des délibérations ou des actes signés de tous les associés sont valablement certifiés par le Président ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet.

Après dissolution de la Société, les copies ou extraits sont signés par le ou les liquidateurs.

ARTICLE 20 – INFORMATION DES ASSOCIES

Lors de toute consultation des associés, chacun d'eux a le droit d'obtenir, à sa demande, le texte des résolutions soumises à son approbation, ainsi que les documents et informations nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause sur le texte desdites résolutions.

Pour toutes les décisions collectives des associés où les dispositions légales imposent que le Président, le(s) Commissaire(s) aux comptes éventuellement désigné(s), ou un autre Commissaire nommé spécialement à cet effet établissent un ou plusieurs rapports, le Président devra mettre à la disposition des associés au siège social de la Société, au plus tard le jour de l'envoi de la convocation en cas de consultation en assemblée ou de la communication de l'ordre du jour en cas de consultation écrite, les projets de résolutions et le ou les rapports correspondants.

En outre, les associés peuvent à tout moment durant les heures d'ouverture, sous réserve de ne pas porter atteinte à la bonne marche de la Société, procéder à la consultation au siège social de la Société:

- des comptes annuels de la Société des trois (3) derniers exercices, et
- des rapports du Président et, le cas échéant, du(des) Commissaire(s) aux comptes des trois (3) derniers exercices.

TITRE 6

EXERCICE SOCIAL - COMPTES ANNUELS - AFFECTATION DU RESULTATS

ARTICLE 21 – EXERCICE

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre.

Par exception, le premier exercice commencera à la date d'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés pour se terminer le 31 décembre 2016.

ARTICLE 22 – COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Le Président dresse également le bilan, le compte de résultat ainsi que leurs annexes en conformité avec la loi applicable.

Le Président établit le rapport de gestion sur la situation de la Société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi.

Si la Société ne comporte qu'un seul associé, les documents susvisés sont obligatoirement établis par le Président.

Les associés doivent statuer collectivement au moins une fois par an, dans les six (6) mois qui suivent la clôture de l'exercice social, sur l'approbation des comptes de cet exercice.

ARTICLE 23 – AFFECTATION ET RÉPARTITION DES BÉNÉFICES

Les sommes distribuables sont déterminées conformément aux dispositions légales.

Après approbation des comptes et constatation de l'existence de sommes distribuables, la collectivité des associés détermine la part de ces sommes à distribuer sous forme de dividende.

S'il y a lieu, la collectivité des associés affecte la part non distribuée du bénéfice de l'exercice, dans les proportions qu'elle détermine, soit à un ou plusieurs fonds de réserves, généraux ou spéciaux, soit au compte « report à nouveau ».

ARTICLE 24 – ACOMPTES – PAIEMENT DES DIVIDENDES

Lorsqu'un bilan établi au cours de l'exercice et, le cas échéant, certifié par le(s) Commissaire(s) aux comptes, fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, la collectivité des associés peut décider de distribuer des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

La collectivité des associés a la faculté d'accorder à chaque associé, pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option de paiement du dividende soit en numéraire, soit en actions de la Société.

Les dividendes sont mis en paiement sur décision de la collectivité des associés dans un délai maximal de neuf (9) mois suivant la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par décision de justice.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée des associés sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la Société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances.

ARTICLE 25 – CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS À LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président est tenu, dans les quatre (4) mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de consulter les associés afin de leur demander de se prononcer sur la question de la dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit, dans le délai fixé par la loi, être réduit d'un montant au moins égal au montant des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

TITRE 7 DISSOLUTION – LIQUIDATION - CONTESTATIONS

ARTICLE 26 - DISSOLUTION- LIQUIDATION

La Société est dissoute à l'expiration de la durée fixée par les statuts ou de façon anticipée par décision collective des associés. La Société est en liquidation dès lors que sa dissolution est prononcée. La collectivité des associés règle les modalités de la liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle fixe les pouvoirs et la rémunération et qui exercent leurs fonctions conformément à la loi.

La dissolution met fin aux fonctions du Président. Le(s) Commissaire(s) aux comptes éventuellement désignés conserve(nt) son(leur) mandat sauf décision contraire des associés. Pendant la procédure de liquidation, la collectivité des associés conserve ses pouvoirs tels qu'elle les exerçait durant la vie de la Société et est compétente pour décider la révocation du liquidateur.

La collectivité des associés doit être consultée pour approuver les comptes de clôture de la liquidation, donner le quitus au liquidateur pour sa gestion et décider la clôture de la liquidation.

Le produit net de la liquidation après remboursement aux associés du montant nominal et non amorti de leurs actions est réparti entre les associés en proportion de leur participation dans le capital social.

ARTICLE 27 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui peuvent s'élever pendant le cours de la Société ou pendant sa liquidation, soit entre la Société et les associés, soit entre les associés, concernant l'interprétation ou l'exécution des présents statuts ou généralement au sujet des affaires sociales sont soumises à la juridiction des tribunaux compétents du lieu du siège social.